

Corporation Fiera Capital

Rapport de gestion



Pour le trimestre et le semestre clos le
30 juin 2026

Table des matières

Mode de présentation et déclarations prospectives	1
Transactions stratégiques	4
Faits saillants financiers	5
Vue d'ensemble	9
Responsabilité d'entreprise	13
Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement	15
Perspectives	26
Résultats financiers	28
Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits	29
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges	49
Résultats d'exploitation et performance globale – Résultat net	55
Mesures non conformes aux IFRS	57
Situation de trésorerie et sources de financement	64
Sommaire des résultats trimestriels	72
Événements postérieurs à la date de clôture	80
Renseignements importants	82

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Mode de présentation

Le présent rapport de gestion, daté du 6 août 2026, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 30 juin 2026 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2026, les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes pour les exercices clos le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024, ainsi que les rapports de gestion annuels connexes. Les renseignements figurant sur tout site Web mentionné dans le présent rapport de gestion, ou accessibles par l'intermédiaire de celui-ci, ne sont pas intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion et n'en font pas partie et ne devraient pas être considérés comme tels, à moins qu'ils ne soient expressément intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion.

La Société prépare ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (l'International Accounting Standard ou l'« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les International Financial Reporting Standards, ou « IFRS »). Les méthodes comptables adoptées sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2025 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de la Société et des autres entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle, ce qui peut nécessiter l'exercice d'un jugement important. La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Certaines données comparatives ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)¹⁾, le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le BAIIA ajusté par action¹⁾, le résultat net ajusté¹⁾, le résultat net ajusté par action¹⁾, les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois¹⁾, les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois¹⁾ et la dette nette¹⁾ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 57 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 73 à 76.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives se rapportant à des événements futurs ou au rendement futur, lesquelles rendent compte des attentes ou des opinions de la direction concernant des événements futurs, y compris, sans s'y limiter, les conditions, tendances et perspectives économiques, la croissance de Fiera Capital ainsi que ses résultats d'exploitation, son rendement, ses possibilités ou occasions d'affaires, ses objectifs, ses plans et priorités stratégiques et ses initiatives, dont celles liées à la durabilité, ainsi que d'autres énoncés qui ne se rapportent pas à des faits historiques. Les déclarations prospectives peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de Fiera Capital, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, ses résultats financiers prévisionnels, ses dividendes attendus et les perspectives quant à ses activités, ainsi que concernant les économies canadienne, américaine, européenne, asiatique et les autres économies mondiales. Ces déclarations prospectives reflètent les opinions actuelles de la direction et sont fondées sur des facteurs et des hypothèses que celle-ci considère comme raisonnables à la lumière des renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle. Ces déclarations prospectives peuvent généralement être repérées par l'emploi de mots ou d'expressions comme « hypothèse », « continuer », « estimer », « prévision », « but », « orientation », « probable », « plan », « objectif », « perspective », « potentiel », « prévoir », « projet », « stratégie » et « cible », ou d'autres mots ou expressions similaires, ou par l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel (y compris dans leur forme négative), tels que « viser », « anticiper », « croire », « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « planifier », « prédire », « chercher à », « devoir », « s'efforcer de » et « vouloir ».

Par leur nature, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes inhérents et reposent sur plusieurs hypothèses susceptibles de faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent considérablement des attentes de la direction et que les prévisions, projections, attentes, conclusions ou énoncés se révèlent inexacts. Par conséquent, la Société ne garantit pas que les déclarations prospectives se réaliseront et les lecteurs sont priés de ne pas se fier indûment à celles-ci. Les déclarations prospectives sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties intéressées à comprendre certains éléments clés des objectifs, des stratégies, des attentes, des plans et des perspectives commerciales de la Société, ainsi que le contexte d'exploitation prévu. Les lecteurs sont toutefois avertis que ces renseignements peuvent ne pas être appropriés à d'autres fins.

Les événements, les résultats ou le rendement réels pourraient différer sensiblement des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes, des conclusions ou des énoncés formulés dans les déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs de risque et d'incertitudes importants, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de Fiera Capital, notamment, sans toutefois s'y limiter, les risques liés aux éléments suivants : le rendement des placements et les placements des actifs sous gestion (les « ASG »), la concentration des ASG en lien avec les stratégies à l'égard desquelles Gestion d'actifs PineStone inc. (« PineStone ») agit à titre de sous-conseiller, les employés clés, le secteur de la gestion d'actifs et les pressions concurrentielles, les atteintes à la réputation, les litiges, la conformité réglementaire, la fidélité des clients et les rachats, la dépendance vis-à-vis les technologies de l'information et les systèmes de télécommunications ainsi que leurs éventuelles pannes et interruptions, l'inconduite et les erreurs du personnel, la couverture d'assurance, les relations avec les tiers, les conflits d'intérêts, les enjeux de protection de la vie privée, l'évaluation et le modèle de placements, les limites de la gestion du risque d'entreprise, les enjeux environnementaux et sociaux, les acquisitions et les cessions, le rythme de croissance des ASG de Fiera Capital, l'endettement, les taux et cours de marché, l'inflation, les fluctuations des taux d'intérêt, la récession, le crédit, la liquidité et la fiscalité, la structure de propriété et la possibilité de dilution, ainsi que les autres risques et incertitudes décrits dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 à la rubrique « Facteurs de risque et incertitudes » ou présentés dans d'autres documents que la Société dépose de temps à autre auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières et qui sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

Les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sur certains facteurs et hypothèses importants qui ont été appliqués pour tirer une conclusion ou faire une prévision ou une projection, notamment, sans toutefois s'y limiter : la perception par la direction des tendances historiques, des conditions actuelles et des évolutions futures prévues, la clôture réussie d'opérations stratégiques, d'acquisitions, de cessions ou d'autres stratégies de croissance ou d'optimisation, l'exactitude des estimations, des hypothèses et des jugements selon les normes comptables applicables et l'absence de tout changement important dans les normes et les politiques comptables applicables à la Société, l'absence de variation importante des taux d'intérêt, l'absence de tout changement important au taux d'imposition effectif de la Société, les rendements sur les placements correspondant aux attentes de la Société et étant conformes aux tendances historiques, l'absence de changements inattendus dans l'environnement économique, concurrentiel, juridique ou réglementaire, ou dans le secteur de la gestion d'actifs et l'absence de mesures des autorités réglementaires qui pourraient avoir une incidence importante sur les activités de la Société ou de ses partenaires commerciaux, l'absence de fluctuations importantes du taux de change entre le dollar canadien et certaines autres devises (y compris le dollar américain et la livre sterling), et l'absence de réalisation des facteurs de risque ou autres facteurs mentionnés ci-dessus ou dont il est question dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou dans d'autres documents déposés par la Société auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières de temps à autre, lesquels sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, susceptibles d'influencer la performance ou les résultats de la Société.

Les lecteurs sont avertis que la liste précédente de facteurs de risque et d'incertitudes n'est pas exhaustive et que d'autres risques et incertitudes pourraient avoir une incidence sur la Société. D'autres risques et incertitudes, y compris ceux dont Fiera Capital n'a pas connaissance à l'heure actuelle ou qu'elle juge actuellement négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur les activités commerciales, la situation financière, les liquidités, les activités d'exploitation ou les résultats financiers de la Société. Lorsqu'ils se fient aux déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion ou dans toute autre communication faite par Fiera Capital, les investisseurs et les autres parties intéressées devraient examiner attentivement les risques et les incertitudes énumérés ci-dessus, ainsi que d'autres événements potentiels qui pourraient avoir une incidence sur la situation financière, les activités d'exploitation, le rendement ou les résultats de la Société.

Sauf indication contraire, les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion décrivent les attentes de la direction en date des présentes et, par conséquent, sont susceptibles d'être modifiées après cette date. Fiera Capital ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être formulées de temps à autre par elle ou en son nom afin de tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou de circonstances futures, ou pour un autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu des lois applicables.

Transactions stratégiques

Exercice 2026

Transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire

Le 19 mars 2026, la Société a convenu de régler un conflit d'actionnaires à l'égard de Fiera Infrastructure Inc. (« FII »), une filiale de la Société. En vertu de l'entente de règlement, la Société a accepté d'acquérir une participation ne donnant pas le contrôle de 25 % dans FII, de sorte que la Société détient 100 % de FII. Par conséquent, la Société consolide désormais entièrement FII.

Le prix d'achat de la participation ne donnant pas le contrôle correspond à la somme de la juste valeur de marché de cette participation au 26 août 2025, qui sera établie par des évaluateurs indépendants, et de 25 % du bénéfice net gagné par FII inclusivement du 27 août 2025 au 20 avril 2026, soit la date de clôture. La Société a versé un paiement initial de 17,5 millions de dollars à la date de clôture et est ainsi devenue propriétaire à 100 % de FII. Par conséquent, la Société a comptabilisé un montant correspondant dans les capitaux propres.

Le solde restant du prix d'achat, déduction faite du paiement initial de 17,5 millions de dollars, sera payable à l'achèvement de l'évaluation prévue au troisième trimestre de 2026.

Depuis la clôture de la transaction, le 20 avril 2026, le résultat net de FII, qui aurait auparavant été attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, est maintenant comptabilisé à titre de résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, soit un montant de 0,6 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2026.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliards de dollars)	ASG et ASG trimestriels moyens aux et pour les trimestres clos les			Variation	
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone	110,4	105,8	103,8	4,6	6,6
Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone	30,8	32,1	35,8	(1,3)	(5,0)
Total des ASG – marchés publics ¹⁾	141,2	137,9	139,6	3,3	1,6
ASG – marchés privés	22,3	22,2	20,9	0,1	1,4
Total des ASG¹⁾	163,5	160,2	160,5	3,3	3,0
ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone	108,9	107,6	102,8	1,3	6,1
ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés publics, ASG sous-conseillés par PineStone	31,2	33,7	35,4	(2,5)	(4,2)
Total des ASG trimestriels moyens ^{1), 2)} – marchés publics	140,1	141,3	138,2	(1,2)	1,9
ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés privés	22,2	22,0	20,8	0,2	1,4
Total des ASG trimestriels moyens^{1), 2)}	162,3	163,3	159,0	(1,0)	3,3

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Sommaire des résultats financiers pour les trimestres clos les			Sommaire des résultats financiers pour les semestres clos les	
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2025	30 juin 2026	30 juin 2025
Produits	155,1	153,3	163,0	308,5	325,8
Résultat net³⁾	3,5	2,8	3,8	6,4	25,5
BAIIA ajusté⁴⁾	42,0	42,7	45,7	84,7	89,1
Marge du BAIIA ajusté⁴⁾	27,1 %	27,9 %	28,0 %	27,5 %	27,3 %
Résultat net ajusté^{3), 4)}	23,9	23,5	27,2	47,4	52,6
Par action – de base					
Résultat net ³⁾	0,03	0,03	0,03	0,06	0,24
BAIIA ajusté ⁴⁾	0,40	0,40	0,42	0,80	0,82
Résultat net ajusté ⁴⁾	0,23	0,22	0,25	0,45	0,49
Par action – dilué					
Résultat net ³⁾	0,03	0,03	0,03	0,06	0,22
BAIIA ajusté ⁴⁾	0,38	0,38	0,41	0,76	0,68
Résultat net ajusté ⁴⁾	0,21	0,21	0,24	0,43	0,42
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois⁴⁾	92,9	95,6	75,3	92,9	75,3

¹⁾ Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion trimestriels moyens pour une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur des actifs sous gestion à la fin de chaque mois de la période.

³⁾ Attribuable aux actionnaires de la Société.

⁴⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 57 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 73 à 76.

Faits saillants financiers trimestriels

- Les actifs sous gestion ont augmenté de 3,3 milliards de dollars, ou 2,1 %, par rapport au 31 mars 2026 pour s'établir à 163,5 milliards de dollars, en raison principalement de l'incidence favorable du marché de 10,9 milliards de dollars sur les mandats fondés sur des actions et les mandats fondés sur des titres à revenu fixe, contrebalancée en partie par la croissance interne nette négative de 7,6 milliards de dollars liée aux stratégies sur les marchés publics.
 - La croissance interne nette négative de 5,3 milliards de dollars des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone comprend des mandats perdus de 3,7 milliards de dollars et des contributions nettes négatives de 1,6 milliard de dollars liées aux clients actuels. Sur les mandats perdus de 3,7 milliards de dollars, une tranche de 2,7 milliards de dollars provient d'un important client des Intermédiaires financiers qui, à notre connaissance, a transféré ses actifs sous gestion directement à PineStone.
 - La direction sait qu'un autre client a demandé le transfert d'actifs sous gestion se chiffrant à environ 1,5 milliard de dollars directement à PineStone. La direction s'attend toutefois à ce que les transferts d'actifs sous gestion à PineStone en 2026 soient inférieurs aux transferts de mandats de 5,9 milliards de dollars enregistrés en 2025.
 - La croissance interne nette négative de 2,2 milliards de dollars liée aux Marchés publics, compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, découle principalement de contributions nettes négatives des mandats fondés sur des actions et des mandats fondés sur des titres à revenu fixe. Les nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars proviennent principalement des stratégies fondées sur les actions.
 - La croissance interne nette attribuable aux stratégies sur les marchés privés a été relativement stable.
 - Malgré une hausse des actifs sous gestion de clôture, les actifs sous gestion moyens ont diminué en raison du moment où les incidences du marché ont été ressenties au cours des deux trimestres.
- Les produits se sont chiffrés à 155,1 millions de dollars, en hausse de 1,8 million de dollars, ou 1,2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des commissions d'engagement et frais de transaction ainsi que des honoraires de performance comptabilisés sur les marchés privés au cours du trimestre considéré. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics attribuable principalement aux mandats sous-conseillés par PineStone.
 - Les produits se sont chiffrés à 155,1 millions de dollars, soit une diminution de 7,9 millions de dollars, ou 4,8 %, par rapport à la période correspondante de 2025. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics découlant principalement des mandats sous-conseillés par PineStone, à la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ainsi qu'à la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction.
- Au deuxième trimestre de 2026, les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 113,1 millions de dollars, en hausse de 2,5 millions de dollars, ou 2,2 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse est surtout attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération du personnel liée principalement au calendrier des charges de rémunération variable, facteur contrebalancé en partie par la baisse des honoraires de sous-conseiller et des honoraires professionnels.

- Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, se sont chiffrés à 113,1 millions de dollars, en baisse de 4,2 millions de dollars, ou 3,6 %, par rapport à la période correspondante de 2025. La diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel découlant des initiatives continues en matière d'optimisation des coûts et à la baisse des honoraires de sous-conseiller.
- Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 42,0 millions de dollars, soit une diminution de 0,7 million de dollars, ou 1,6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, contrebalancée en partie par la hausse des produits.
 - Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 42,0 millions de dollars, soit une diminution de 3,7 millions de dollars, ou 8,1 %, par rapport à la période correspondante de 2025, en raison de la baisse des produits, contrebalancée en partie par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.
- Le résultat net ajusté s'est chiffré à 23,9 millions de dollars, en hausse de 0,4 million de dollars, ou 1,7 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des produits et de la baisse de la charge d'impôt sur le résultat, partiellement contrebalancée par l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions.
 - Le résultat net ajusté s'est chiffré à 23,9 millions de dollars, en baisse de 3,3 millions de dollars, ou 12,1 %, par rapport à la période correspondante de 2025, en raison principalement de la baisse des produits, partiellement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, et par la baisse des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débentures.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 3,5 millions de dollars, en hausse de 0,7 million de dollars, ou 25,0 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des produits et de la diminution des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives ainsi que des autres charges.
 - Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 3,5 millions de dollars pour demeurer essentiellement inchangé par rapport à la période correspondante de 2025, puisque la baisse des produits a été contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, la baisse des frais liés aux acquisitions et autres coûts et la baisse des intérêts sur la dette à long terme et les débentures.
- Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 92,9 millions de dollars, soit une diminution de 2,7 millions de dollars, ou 2,8 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution est principalement attribuable à la baisse des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées, combinée à la hausse des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des intérêts versés sur la dette à long terme et les débentures.
 - Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 92,9 millions de dollars, soit une augmentation de 17,6 millions de dollars, ou 23,4 %, par rapport à la période correspondante de 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation, combinée à la diminution des intérêts versés sur la dette à long terme et les débentures ainsi qu'à la baisse des paiements de loyers.

Faits saillants financiers depuis le début de l'exercice

- Les actifs sous gestion se sont chiffrés à 163,5 milliards de dollars, en baisse de 0,6 milliard de dollars, ou 0,4 %, par rapport au 31 décembre 2025, en raison principalement de la croissance interne nette négative de 8,9 milliards de dollars au sein des marchés publics et de la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du premier trimestre, laquelle a réduit les actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Ces diminutions ont été compensées en partie par une incidence favorable des marchés et de la conversion des monnaies étrangères de 9,0 milliards de dollars.
 - La croissance interne nette négative de 5,8 milliards de dollars des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone comprend des mandats perdus de 3,7 milliards de dollars et des contributions nettes négatives de 2,1 milliards de dollars liées aux clients actuels. Sur les mandats perdus de 3,7 milliards de dollars, une tranche de 2,7 milliards de dollars provient d'un important client des Intermédiaires financiers qui, à notre connaissance, a transféré ses actifs sous gestion directement à PineStone.
 - La croissance interne nette négative de 3,0 milliards de dollars liée aux Marchés publics, compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, découle principalement de mandats fondés sur des actions.
 - Les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars depuis le début de l'exercice en raison de l'incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères, tandis que la croissance interne nette est demeurée relativement stable.
- Les produits se sont chiffrés à 308,5 millions de dollars, en baisse de 17,3 millions de dollars, ou 5,3 %, en raison principalement de la diminution des honoraires de gestion sur les marchés publics découlant principalement des mandats sous-conseillés par PineStone, de la diminution de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ainsi que de la diminution des commissions d'engagement et frais de transaction.
- Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, se sont chiffrés à 223,7 millions de dollars, en baisse de 13,1 millions de dollars, ou 5,5 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel découlant des initiatives continues en matière d'optimisation des coûts ainsi qu'à la baisse des honoraires de sous-conseiller.
- Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 84,7 millions de dollars, en baisse de 4,4 millions de dollars, ou 4,9 %, principalement en raison de la baisse des produits, partiellement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.
- Le résultat net ajusté s'est chiffré à 47,4 millions de dollars, en baisse de 5,2 millions de dollars, ou 9,9 %, principalement en raison de la baisse des produits, combinée à l'augmentation de la charge d'impôt sur le résultat, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, et par la baisse des intérêts sur la dette à long terme et les débentures.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 6,4 millions de dollars, en baisse de 19,1 millions de dollars, ou 74,9 %, par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice précédent comprennent un profit de 12,7 millions de dollars à la réévaluation d'un placement lié à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier. De plus, la baisse des produits, l'augmentation des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts ainsi que les pertes liées à la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan ont été contrebalancées en partie par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives ainsi que par la baisse des intérêts sur la dette à long terme et les débentures.

VUE D'ENSEMBLE

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante de premier plan jouissant d'une présence mondiale en croissance dont les actifs sous gestion se chiffraient à 163,5 milliards de dollars au 30 juin 2026. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs sur les **marchés publics et privés**. Nos stratégies s'adressent à la clientèle des **Marchés institutionnels**, des **Intermédiaires financiers** et de la **Gestion privée** d'investisseurs individuels établie au **Canada**, aux **États-Unis**, en **Europe**, au **Moyen-Orient**, en **Afrique** (« **EMOA** ») et dans les principaux marchés d'**Asie**.

Au 30 juin 2026, la Société comptait environ 769 employés permanents, dont environ 222 professionnels des placements.

Philosophie de placement et équipes de placement

Fiera Capital croit qu'une analyse disciplinée et méthodique, combinée à un processus de placement rigoureux, constitue la pierre d'assise de rendements supérieurs. Le modèle de gestion active de la Société met l'accent sur le travail d'équipe ainsi que sur le libre échange d'idées au sein d'une équipe chevronnée de professionnels en placement.

La recherche est au cœur de la philosophie de placement de la Société et sert de fondement aux décisions tout au long du processus de gestion de portefeuille. Les capacités de recherche de Fiera Capital sont intégrées à l'ensemble de l'organisation et s'expriment par l'intermédiaire d'équipes et de pratiques spécialisées. Une recherche indépendante fondamentale ascendante sous-tend les stratégies de la Société fondées sur les actions et ses approches en revenu fixe orientées vers le crédit. Les équipes de placement effectuent chaque année un contrôle diligent des entreprises, incluant des visites chez les émetteurs et des rencontres avec leurs équipes de direction. Une recherche fondamentale descendante rigoureuse, non liée à l'analyse de courtiers externes ni à celle des agences de notation, constitue la pierre d'assise des stratégies à revenu fixe gérées activement. Cette approche se traduit par des opinions indépendantes des tendances du marché.

Une recherche interne à l'échelle macroéconomique et sur les marchés est au cœur du processus de répartition de l'actif de la Société, lequel a été conçu pour assurer l'équilibre entre les objectifs de rendements et la préservation du capital, et ce, quel que soit le contexte du marché. La gestion du risque est intégrée à l'ensemble du cycle de vie des placements, de la prise ferme initiale et de la constitution du portefeuille jusqu'au suivi et à l'examen continu. La Société applique un cadre rigoureux conçu pour repérer, évaluer et gérer les risques significatifs, dans le but de maintenir les portefeuilles à l'intérieur d'une fourchette de paramètres de risque définis et de respecter les contraintes imposées par les clients et les organismes de réglementation.

Le Bureau de placement mondial (le « **BPM** ») exerce une surveillance indépendante du risque de placement de façon à séparer le réexamen et la gouvernance de la fonction de gestion de portefeuille. Le BPM surveille un large éventail d'indicateurs de risque dans le portefeuille, vérifie les concentrations de risque et les expositions à ceux-ci et soutient les processus d'escalade hiérarchique et de correction, au besoin, ce qui contribue à l'application uniforme des normes de gestion du risque et à une solide gouvernance des placements.

Fiera Capital et ses professionnels des placements, y compris les gestionnaires de portefeuille et leurs équipes, sont tenus d'agir de manière professionnelle, responsable et diligente, dans l'intérêt supérieur des clients, en vue de créer une valeur durable à long terme. Les professionnels en placement de Fiera Capital constituent un vaste bassin de compétences en gestion d'actifs dont le mandat consiste à générer le meilleur rendement possible pour la clientèle tout en respectant les contraintes de risque de chaque politique de placement.

Plateformes de placement

Fiera Capital adopte une approche centrée sur la création de valeur et l'optimisation des processus pour gérer ses plateformes de placement sur les marchés publics et privés, ce qui se traduit par une gestion stratégique et tactique de la répartition du capital au sein des deux plateformes à l'échelle mondiale, l'objectif étant de générer des rendements supérieurs et durables pour ses clients.

- **Marchés publics** : La gamme mondiale de placements et de solutions de Fiera Capital sur les marchés publics comprend un large éventail de stratégies couvrant les actions, les titres à revenu fixe et les stratégies équilibrées de différents styles de placement. Ces stratégies sont gérées grâce à des processus d'investissement rigoureux, tant de type ascendant que descendant. Ces stratégies s'étendent aux marchés nationaux et internationaux, couvrant un large éventail de capitalisations boursières, de qualités de crédit, d'échéances et d'autres critères essentiels propres à chaque catégorie d'actifs.
- **Marchés privés** : Dans le domaine des marchés privés, la plateforme de placement diversifiée de Fiera Capital continue de se développer à un rythme constant, en offrant aux clients des produits adaptés à des profils de risque et de rendement différenciés et durables, grâce à une gamme de stratégies de placement spécialisées. La plateforme des marchés privés de Fiera Capital propose aux clients une gamme complète de stratégies, chacune visant à atteindre des objectifs de placement spécifiques, tout en favorisant la diversification du portefeuille et l'amélioration des rendements à long terme.

Réseaux de distribution

Fiera Capital reconnaît que des relations solides avec les investisseurs sont cruciales pour sa croissance et son succès à long terme. Par l'intermédiaire de ses réseaux de distribution, la Société s'efforce de prodiguer des conseils de premier plan personnalisés et adaptés aux besoins particuliers de chaque client. Ses activités de service à la clientèle s'articulent autour de trois réseaux de distribution principaux :

- **Marchés institutionnels** : Fiera Capital dessert une clientèle institutionnelle diversifiée à l'échelle mondiale qui comprend des régimes de retraite de grandes sociétés et institutions financières, des fonds de dotation, des fondations des communautés des Premières Nations, des organisations religieuses et organismes de bienfaisance, ainsi que des fonds du secteur public d'importantes municipalités et universités. Ces comptes sont gérés sur une base séparée et groupée, offrant des solutions sur mesure pour répondre aux besoins diversifiés des investisseurs institutionnels.

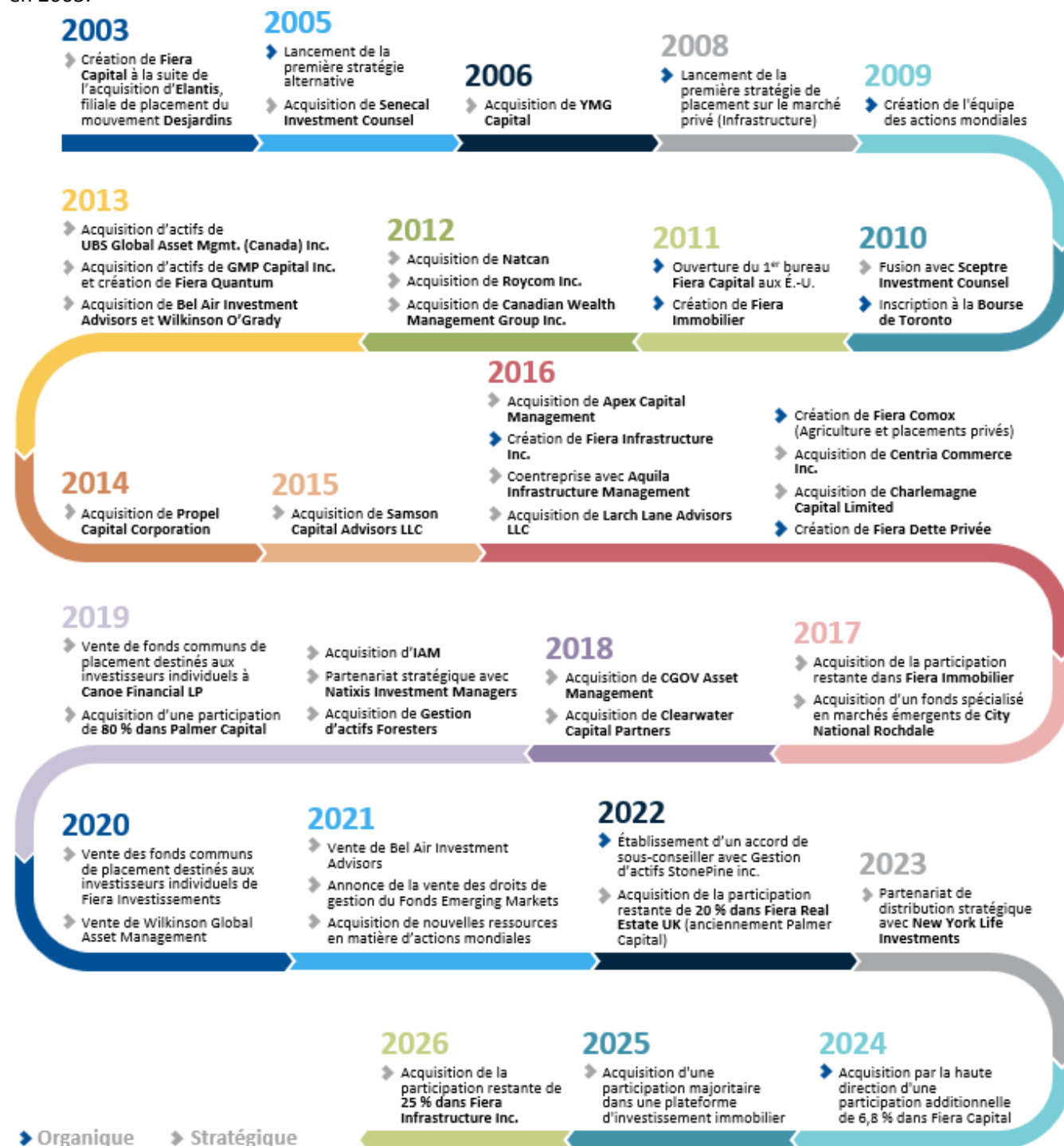
- **Intermédiaires financiers** : Fiera Capital entretient des relations avec des institutions financières et des intermédiaires financiers à l'échelle mondiale, comme des banques et les membres de leur groupe, des compagnies d'assurance et des réseaux de conseillers financiers indépendants. La Société agit à titre de sous-conseillère relativement à la gestion de leurs fonds communs de placement, portefeuilles modèles, fonds en gestion commune et fonds négociés en bourse dans diverses catégories d'actifs. Les relations de sous-conseil permettent aux investisseurs de détail et aux investisseurs fortunés d'accéder aux stratégies de placement complètes de la Société et de bénéficier de son expertise approfondie des secteurs. Fiera Capital met également ses propres fonds et stratégies à la disposition des intermédiaires financiers au moyen d'ententes de courtage et de distribution.
- **Gestion privée** : Fiera Capital offre également des solutions de gestion de patrimoine sur mesure pour les particuliers fortunés et les bureaux de famille, ainsi que pour les fondations familiales, les fonds de dotation et les fiducies et les successions, et ce, tant au Canada qu'aux États-Unis. Ce volet se concentre sur la réalisation de rendements absolus tout en préservant le capital. Pour atteindre ces objectifs, Fiera Capital adopte une approche globale qui combine des stratégies de placement sur les marchés publics et privés, incluant l'analyse des placements existants et de la situation personnelle des clients, l'élaboration de politiques de placements sur mesure, ainsi que la prise de décisions éclairées en matière d'allocation tactique et stratégique des actifs.

Fiera Capital a également conclu des partenariats de sous-conseillers et de distribution pour distribuer certaines stratégies, ce qui lui permet d'étendre sa portée dans les régions et les segments de clientèle ciblés.

Vue d'ensemble

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les principaux développements des activités depuis la création de la Société en 2003.



RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Investissement durable

En tant que gestionnaire de placement mondial, Fiera Capital reconnaît qu'il lui incombe d'attribuer efficacement le capital de façon à générer de la valeur durable à long terme pour ses clients tout en contribuant positivement aux collectivités et aux marchés dans lesquels elle exerce ses activités. L'engagement de la Société en matière d'investissement durable est un élément central de son approche visant à favoriser la création d'une richesse durable pour ses clients.

Pour ce faire, Fiera Capital a élaboré une stratégie d'investissement durable fondée sur trois piliers clés grâce auxquels elle intègre les facteurs liés à la durabilité dans ses activités et ses décisions de placement.

Résilience : Nous bénéficions d'une plateforme d'investissement résiliente et innovante, en répondant aux défis grâce à une gouvernance et à des processus efficaces.

Responsabilité : Nous cherchons à exploiter nos activités de manière responsable, et à tenir compte de notre impact sur la planète et les personnes.

Engagement : Nous croyons qu'il est crucial de favoriser la collaboration et l'inclusion pour atteindre les objectifs de durabilité de la Société. La compréhension et l'intégration des points de vue des parties prenantes sont essentielles à son succès.

Grâce à la stratégie de durabilité de Fiera Capital, la Société est prête à gérer les risques et à profiter d'occasions de création de valeur à long terme. La Société est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent adéquatement les facteurs significatifs liés à la durabilité, ainsi que les risques et les occasions connexes, ont tendance à créer des entreprises et des actifs plus résilients et de meilleure qualité, et sont donc mieux positionnées pour produire une valeur économique durable à long terme. Par conséquent, Fiera Capital estime que pour être en mesure de remplir son obligation fiduciaire et d'exercer son mandat, il est essentiel qu'elle intègre les facteurs liés à la durabilité et des critères de saine gouvernance à son analyse et à ses processus décisionnels en matière de placements.

Depuis 2009, Fiera Capital est signataire des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, dont l'objectif est de favoriser l'acceptation et la mise en œuvre de ces principes au sein de l'industrie des placements. La Société collabore avec les parties prenantes dans l'ensemble de la chaîne de valeur des placements, participe activement à de nombreux réseaux et initiatives d'investissement durable, et adhère aux politiques et aux codes d'éthique établis.

Pour en savoir davantage sur l'approche de la Société en matière d'investissement durable en ce qui a trait à sa plateforme de placement, nous vous invitons à consulter la page « Investissement durable » du site Web de Fiera Capital.

Diversité, équité et inclusion (« DEI »)

La diversité des opinions et des points de vue décuple la capacité de Fiera Capital à trouver des solutions innovantes et donc à garantir la prospérité durable de tous ses clients. Pour Fiera Capital, il est indispensable de créer une culture axée sur le respect, l'inclusion et l'entraide pour pouvoir collaborer, générer des perspectives d'affaires concurrentielles et prendre des décisions plus éclairées. À mesure que la Société poursuit sa croissance, elle aspire à atteindre un degré de diversité qui constitue un reflet fidèle des collectivités et des entreprises du monde auxquelles elle fournit de l'assistance et des services.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos initiatives en matière de DEI, veuillez consulter la section « Responsabilité d'entreprise » du site Web de la Société ainsi que la rubrique sur la DEI dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, laquelle est disponible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société.

Programme de cybersécurité

Fiera Capital a mis en place un programme complet de cybersécurité à l'échelle mondiale, guidé par une politique mondiale de sécurité de l'information et une gestion rigoureuse des risques, et qui intègre les personnes, les processus, la technologie et l'information. Le programme, conforme à la norme ISO 27001/2, a pour objectif le respect du cadre de cybersécurité du NIST et l'intégration des CIS Critical Security Controls (les « contrôles CIS »); il est dirigé par le bureau du chef mondial de la sécurité des systèmes d'information et est supervisé par le comité de gouvernance de la sécurité de Fiera Capital, lequel inclut les membres de la haute direction. Le comité d'audit et de gestion des risques joue un rôle crucial dans la gouvernance du programme de cybersécurité, en assurant la surveillance aux fins de la reddition de comptes et de l'alignement stratégique. Il obtient au moins une fois par année, et de façon ponctuelle, un rapport de la haute direction sur le programme de sécurité de l'information de la Société, y compris sur les questions de cybersécurité.

Les risques liés à la cybersécurité sont pris en compte dans le cadre de gestion des risques d'entreprise, et Fiera Capital assure une surveillance et une gestion efficaces des risques liés à la cybersécurité au moyen de contrôles d'atténuation proactifs et d'une couverture d'assurance appropriée. Un cadre exhaustif de gestion des risques liés aux tiers est en place pour assurer des mesures de cybersécurité adéquates au sein de la chaîne d'approvisionnement et de l'écosystème de fournisseurs.

Afin de renforcer la sécurité et la protection de ses données, la Société a recours à une stratégie de défense en profondeur axée sur la détection, la protection et la réponse efficaces aux menaces, grâce à des moyens technologiques avancés tels que les systèmes de détection des intrusions, les protocoles de chiffrement et une protection robuste des points terminaux. L'approche proactive de Fiera Capital s'étend à la reprise après sinistre, à la planification de la continuité des activités, aux tests de pénétration annuels, aux évaluations mensuelles de la vulnérabilité et à un plan d'intervention officiel en cas d'incident couvrant toutes les étapes de la gestion des incidents. Fiera Capital passe en revue et améliore constamment son environnement afin d'optimiser la sécurité tout en favorisant la gestion des opérations.

En parallèle, Fiera Capital favorise l'adoption d'une culture de la cybersécurité au moyen d'une formation complète et de campagnes de sensibilisation. Les nouveaux employés sont tenus de suivre des programmes de sensibilisation à la sécurité, et tous les employés reçoivent une formation annuelle en matière de sécurité accompagnée d'une attestation de connaissance des politiques connexes. Des simulations d'hameçonnage fréquentes, y compris des campagnes ciblées et des formations d'appoint pour les employés fautifs et ceux exerçant des rôles à risque élevé, aident à la sensibilisation et à la préparation en matière de cybersécurité.

REVUE DES MARCHÉS, DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DE LA STRATÉGIE DE PLACEMENT

Perspective macroéconomique – Contexte mondial

Le choc dans le secteur de l'énergie s'est brièvement atténué vers la fin du deuxième trimestre à la suite d'un cessez-le-feu provisoire entre les États-Unis et l'Iran, qui a permis la reprise de la circulation dans le détroit d'Ormuz et a ramené les cours du pétrole près de leurs niveaux d'avant le conflit. Depuis la fin du trimestre, les hostilités ont repris, le transport est encore fortement perturbé et le pétrole se négocie à nouveau avec une prime liée au conflit, de sorte que le risque d'un ralentissement de la croissance et d'une remontée de l'inflation est de nouveau d'actualité.

Trois facteurs continuent d'exercer des pressions inflationnistes. La totalité de l'incidence de la hausse des coûts de l'énergie découlant du conflit au Moyen-Orient ne s'est pas encore pleinement répercutée sur l'économie et d'autres augmentations demeurent possibles. La forte demande découlant du déploiement de l'intelligence artificielle (« IA ») entraîne des pénuries de l'approvisionnement et une hausse des coûts des puces mémoires, un phénomène appelé « chipflation ». Le risque lié aux politiques commerciales devrait également ressurgir, car les États-Unis s'apprêtent à imposer de nouveaux tarifs douaniers en vertu de l'article 301 à la suite de l'expiration des droits prévus à l'article 122, pendant que les négociations prolongées sur l'ACEUM entretiennent l'incertitude.

L'économie américaine demeure étonnamment résiliente, portée par des mesures de relance budgétaire, un marché du travail solide, l'effet de richesse lié à l'IA et l'essor des dépenses d'investissement. Comme la croissance est supérieure à la tendance et que l'inflation devrait demeurer plus élevée que la cible de 2 % de la Réserve fédérale, la politique ne semble pas suffisamment restrictive pour réduire l'inflation de façon importante. En juin, la Réserve fédérale a maintenu ses taux. Cependant, la première réunion présidée par Kevin Warsh a été marquée par un ton résolu ferme, les responsables ayant affirmé, d'une seule voix et sans équivoque, que la lutte contre l'inflation restait leur priorité. Néanmoins, les avis demeuraient partagés également quant à savoir s'il convenait de relever les taux d'intérêt cette année ou de les maintenir inchangés, réduisant les probabilités d'un assouplissement de la politique monétaire à court terme.

L'économie canadienne a rebondi après avoir connu un ralentissement au début de l'année, mais la demande intérieure demeure modérée en raison des tarifs douaniers américains et de l'incertitude entourant l'examen de l'ACEUM. Étant donné que l'économie tourne au ralenti par rapport à son potentiel et que l'inflation de base est maîtrisée, la Banque du Canada a maintenu les taux, ayant opté pour la patience tout en conservant une certaine souplesse dans un sens comme dans l'autre. L'Europe, le Royaume-Uni et le Japon subissent des pressions plus marquées en tant qu'importateurs nets d'énergie car la hausse des coûts risque de nuire au pouvoir d'achat et aux dépenses des ménages. La Banque centrale européenne a augmenté les taux en juin alors que la Banque de l'Angleterre a conservé une orientation à la fois prudente et restrictive, se donnant ainsi une grande marge de manœuvre si les effets de second tour de l'inflation apparaissent. En Chine, l'écart au sein de l'économie à deux vitesses s'est accentué, car la résilience des exportations et la demande de produits électroniques liés à l'IA ont accéléré la production industrielle, tandis que la crise du logement et la faiblesse du marché du travail continuent de peser sur les dépenses des ménages, ce qui renforce les arguments en faveur de mesures de relance supplémentaires de Beijing.

Ces facteurs ont des répercussions directes sur les marchés publics. Au cours du trimestre, les titres à revenu fixe ont généré des rendements positifs, l'indice Bloomberg US Aggregate Bond ayant progressé de 0,7 %, car la baisse des prix du pétrole a modéré les attentes les plus marquées en ce qui concerne les hausses de taux effectuées par les banques centrales. Nous prévoyons que l'inflation restera élevée et que les banques centrales laisseront les taux inchangés, ce qui rend peu probable un retour à un taux de 2 % au cours des 12 à 18 prochains mois. Par conséquent, les taux d'intérêt élevés sur une longue période limitent le potentiel d'appréciation du capital en ce qui a trait aux obligations. À moins d'une récession ou d'une forte croissance désinflationniste, les risques continuent de favoriser une hausse des rendements obligataires et une baisse des prix.

Au cours du deuxième trimestre, les actions mondiales ont enregistré des gains solides, car l'enthousiasme envers l'IA et l'optimisme entourant un cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran ont favorisé l'appétence pour le risque. L'indice MSCI Monde tous pays a augmenté de 14,9 %, se rapprochant de sommets records. L'indice S&P 500 a gagné 15,2 %, son trimestre le plus solide depuis 2020, les actions des grandes sociétés technologiques ayant mené le bal, alors que l'indice S&P/TSX a progressé de 7,0 %, mais a été à la traîne, car la faiblesse des secteurs de l'énergie et des matières a contrebalancé la vigueur du secteur des services financiers. L'indice MSCI EAFE a enregistré une hausse de 10,8 %, alors que les actions sur les marchés émergents ont augmenté de 24,1 %, en raison des fabricants de puces asiatiques. Le dynamisme s'est atténué en juin, car les actions de sociétés technologiques à très grande capitalisation sont devenues une source de volatilité et les investisseurs ont réévalué la pérennité du thème de l'IA. Les taux d'intérêt élevés sur une longue période et le ralentissement de la croissance exercent une double pression tant sur les évaluations que sur les prévisions en matière de bénéfices à un moment où les marchés frôlent des sommets records. Les évaluations étant élevées et les marchés étant portés par un nombre de plus en plus restreint de titres, les actions demeurent vulnérables à un conflit prolongé au Moyen-Orient, à une intensification de la guerre commerciale ou à un revirement du thème de l'IA.

Les marchés des devises et des marchandises reflètent ces facteurs contradictoires. Le dollar américain s'est apprécié, la résilience de la croissance et le ton restrictif de la Réserve fédérale ayant accentué l'avantage des rendements des obligations du Trésor par rapport aux autres marchés. Le dollar canadien a été à la traîne en raison d'une inflation de base plus faible qu'aux États-Unis, de l'atténuation des attentes relatives au resserrement de la politique monétaire par la Banque du Canada, de l'incertitude entourant l'examen de l'ACEUM et du recul des prix du pétrole. Pendant ce temps, l'euro et le yen ont reculé, tandis que la livre sterling a légèrement progressé. Le pétrole a enregistré sa baisse trimestrielle la plus marquée depuis la pandémie, la circulation ayant repris dans le détroit d'Ormuz à la fin du trimestre. Depuis la fin du trimestre, la reprise des hostilités a de nouveau nui au transport. Étant donné l'épuisement des stocks et les pressions exercées sur les infrastructures énergétiques régionales, les risques entourant les prix du pétrole demeurent orientés à la hausse. L'or a affiché son plus important recul trimestriel en plus de 10 ans, les attentes à l'égard d'une hausse des taux d'intérêt ayant fait augmenter les rendements des obligations du Trésor et apprécier le dollar américain, tandis que le prix du cuivre a augmenté en raison du resserrement de l'offre et de la demande liée à l'IA.

L'effondrement du cadre de cessez-le-feu a augmenté le risque lié à l'inflation persistante, à la diminution de la croissance et aux taux d'intérêt élevés sur une longue période. Les banques centrales pourraient tolérer une inflation élevée tant que les attentes en matière d'inflation demeurent bien ancrées. Si les attentes devenaient désancrées, le resserrement de la politique monétaire augmenterait le risque de stagflation ou de récession. Les stratégies axées sur le crédit privé, les actifs réels et les placements privés peuvent compléter les positions dans les marchés publics grâce à leurs profils de rendements relativement stables, à leur volatilité moindre et à leur faible corrélation avec les marchés publics.

Performance des stratégies de placement – Marchés publics

Stratégies fondées sur les actions

Actions de sociétés à grande capitalisation

Les stratégies fondées sur des actions de sociétés à grande capitalisation ont généré des rendements absolus positifs au cours du trimestre, ayant rebondi après avoir connu un premier trimestre de 2026 difficile. Le rendement relatif a été plus contrasté, la forte remontée d'un nombre restreint de titres à très grande capitalisation des secteurs des technologies et des semi-conducteurs, alimentée par le thème de l'IA, ayant récompensé les stratégies axées sur le dynamisme au détriment des approches privilégiant la qualité. Même si ce contexte a créé des obstacles pour plusieurs mandats américains, l'élargissement de la participation aux marchés à l'échelle internationale a soutenu les résultats des stratégies axées sur les actions mondiales et internationales.

- Les **stratégies Actions canadiennes à grande capitalisation** ont affiché des résultats variés par rapport à l'indice S&P/TSX au deuxième trimestre. La stratégie phare a rebondi fortement et a surclassé l'indice de référence, appuyée par une sous-pondération dans les secteurs des matières et de l'énergie, car les titres liés aux marchandises ont été à la traîne, alors que la stratégie « Core » est demeurée stable dans l'ensemble, les apports favorables de la sélection des titres dans le secteur des services financiers ayant été contrebalancés par la sélection des titres dans les secteurs de l'énergie et des technologies de l'information. Les deux ont continué d'ajouter de la valeur pour les clients depuis leur création.
- À la fin du deuxième trimestre, la **stratégie Actions américaines « Core » Apex** a enregistré un rendement inférieur à celui de l'indice S&P 500, car la sélection des titres a pesé sur les résultats relatifs, surtout en raison de l'absence de plusieurs sociétés de semi-conducteurs qui ont contribué aux rendements de l'indice de référence au cours du trimestre. La stratégie continue de prioriser rigoureusement les sociétés de grande qualité.
- La **stratégie Actions de croissance américaines Apex** a enregistré un rendement conforme à celui de l'indice S&P 500, ayant tiré avantage d'une surpondération dans le secteur des technologies de l'information, le plus performant de l'indice, et d'une sous-pondération dans le secteur de l'énergie, qui a tiré de l'arrière. La stratégie continue de générer une valeur ajoutée annualisée de plus de 200 points de base depuis sa création en 1990.
- La **stratégie Internationale « ADR » Apex** a légèrement surclassé l'indice MSCI EAFE au cours du trimestre, surtout en raison d'une surpondération dans le secteur des technologies de l'information et d'une sélection judicieuse des titres dans le secteur des soins de santé, alors qu'il maintient un bilan à long terme convaincant.
- La **stratégie Atlas de sociétés mondiales** a affiché un rendement inférieur à celui l'indice MSCI Monde, principalement en raison de la sélection de titres dans les secteurs des technologies de l'information et des services financiers. Néanmoins, la stratégie continue de surclasser l'indice de référence depuis sa création.

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

- Les stratégies sous-conseillées par **PineStone** ont enregistré des résultats contrastés au cours du trimestre, la stratégie Actions internationales ayant largement surclassé l'indice MSCI EAFE et la stratégie Actions mondiales ayant enregistré un rendement légèrement supérieur à celui de l'indice MSCI Monde, alors que la stratégie actions américaines a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice S&P 500. La stratégie Actions internationales a grandement tiré parti d'une surpondération du secteur des technologies de l'information et de la sélection des titres dans le secteur des biens de consommation discrétionnaire, alors que la stratégie Actions mondiales a été favorisée par la sélection des titres du secteur des services de communications et une sous-pondération du secteur de l'énergie, ce qui a compensé la sélection des titres moins fructueuse dans le secteur des services financiers. La stratégie Actions américaines a également été défavorisée par la sélection des titres dans les secteurs des services financiers et des biens de consommation discrétionnaire et une sous-pondération du secteur des technologies de l'information. Les trois stratégies continuent d'afficher un rendement supérieur à celui de leur indice de référence respectif depuis la création.

Stratégies de petite capitalisation, moyenne capitalisation, marchés émergents et marchés frontières

Toutes les stratégies phares de ce segment ont généré des rendements absolus positifs pour les investisseurs, alors que les résultats relatifs ont été contrastés.

- La **stratégie U.S. SMID Cap Growth Apex** a enregistré un rendement inférieur à celui de l'indice Russell 2500 Growth au cours du trimestre. L'écart s'explique principalement par la sélection des titres dans les secteurs des technologies de l'information et des produits industriels. Les rendements des indices de référence ont été concentrés dans un nombre limité de titres de grandes sociétés orientées sur la technologie, que la stratégie ne détenait pas. Plusieurs d'entre eux s'étaient suffisamment appréciés pour être retirés de l'indice lors de sa reconstitution de juin, ce qui devrait atténuer cet effet de concentration à l'avenir. Malgré ces obstacles, la stratégie continue de générer une valeur ajoutée annualisée de près de 300 points de base depuis sa création en 2000.
- La **stratégie axée sur les marchés émergents** a enregistré un rendement supérieur à celui de l'indice MSCI Marchés émergents, en raison de la surpondération en titres de la Corée et de l'excellente sélection de titres de l'Inde et de Taïwan. La stratégie continue de générer une valeur significative depuis sa création.
- La **stratégie Marchés émergents sélects** a également enregistré un excellent rendement au T2, surtout en raison d'une surpondération en titres de la Grèce et du Vietnam ainsi que de la sélection de titres de la Grèce. La stratégie a continué d'enregistrer une valeur ajoutée de plus de 800 points de base depuis sa création en 2021.
- La **stratégie Marchés frontaliers** a enregistré un rendement inférieur à son indice de référence, car l'unique titre vietnamien a pesé sur les résultats, facteur partiellement compensé par une surpondération de la Grèce. La stratégie continue de générer une valeur ajoutée de plus de 500 points de base depuis sa création.
- Les **stratégies Marchés émergents et Marchés frontaliers** ont généré des rendements absolus positifs, appuyées par les positions acheteur en Grèce et en Corée, et continuent de générer des rendements annualisés à deux chiffres depuis leur création.

Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe

Les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés canadiennes ont, pour la plupart, affiché un rendement supérieur à celui de leurs indices de référence au cours du trimestre.

- La **stratégie Active Core** a tiré avantage de la gestion de la durée et des écarts, tandis que la stratégie Strategic Core a ajouté de la valeur grâce aux écarts, au portage et au temps écoulé.

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

- Les **stratégies de gestion intégrée « Core »** et **Universel de sociétés** ont ajouté de la valeur au moyen de la durée, du positionnement sur la courbe, du portage et de la répartition sectorielle, tandis que la sélection des titres a été neutre au cours du trimestre.
- La **stratégie axée sur la dette d'infrastructure** a généré un rendement inférieur à celui de son indice de référence, la sous-pondération des obligations provinciales ayant plus que contrebalancé la sélection judicieuse des titres dans le secteur du crédit des sociétés. La stratégie continue de générer un revenu constant et affiche un solide bilan à long terme depuis sa création.
- La **stratégie de gestion axée sur la valeur relative** a permis d'ajouter de la valeur grâce au positionnement en matière de durée, mais son positionnement sur la courbe a nui au rendement. La stratégie continue de générer une valeur ajoutée considérable depuis sa création.
- La **stratégie Tax Efficient Core Intermediate** a affiché un rendement légèrement inférieur à celui de son indice de référence, car son positionnement sur la courbe et sa préférence pour une meilleure qualité du crédit ont pesé sur les résultats relatifs pendant un trimestre au cours duquel les obligations à notation moins élevée ont été favorisées, alors que la stratégie Tax-Efficient Core Plus a enregistré un rendement supérieur, tirant parti des positions à plus long terme, puisque les rendements des obligations municipales ont diminué, et du positionnement sur la courbe.
- La **stratégie U.S. High Grade Core Intermediate** a affiché un rendement inférieur à celui de son indice de référence, sa préférence pour des titres de qualité supérieure et son positionnement sur la courbe ayant pesé sur les résultats relatifs, facteurs partiellement compensés par des positions légèrement à plus court terme.
- La **stratégie de revenu multisectoriel mondial** a enregistré un rendement supérieur à celui de l'indice Bloomberg Global Aggregate Bond (couvert en dollars canadiens), en raison de son positionnement sur les marchés émergents en Colombie, de la pondération du secteur de la pétrochimie des Amériques et des positions à long terme en obligations du gouvernement du Royaume-Uni.

Dans l'ensemble des stratégies fondées sur les titres à revenu fixe étrangers et canadiens, le rendement à long terme demeure vigoureux, et presque toutes les stratégies ont surclassé les indices de référence depuis leur création.

Stratégies d'investissement équilibré

Les stratégies d'investissement équilibré ont de nouveau enregistré des rendements absolus positifs au cours du trimestre et leurs résultats relatifs se sont quelque peu améliorés. Le rendement a été partiellement soutenu par les stratégies d'actions sous-jacentes, mais le positionnement conforme à une répartition tactique de l'actif s'est révélé moins favorable au cours du trimestre. Malgré la volatilité à court terme, particulièrement au cours des 18 derniers mois, les résultats à long terme de la majorité des stratégies d'investissement équilibré sont demeurés solides, appuyés par la valeur ajoutée provenant des composantes sous-jacentes et du positionnement conforme à une répartition tactique de l'actif.

Performance des stratégies de placement – Marchés privés

Crédit privé

Le Fonds Fiera Comox Private Credit a dégagé un rendement brut stable au deuxième trimestre, ayant généré des rendements attrayants grâce au solide revenu courant provenant du portefeuille de prêts à taux variable. Le revenu de placement total a continué de tirer parti des taux de base élevés et des pratiques de souscription rigoureuses. Le Fonds a continué de privilégier les prêts garantis de premier rang et d'investir dans des secteurs résilients, notamment les services aux entreprises, les services financiers, les soins de santé, les produits industriels et l'éducation.

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

Malgré la volatilité et l'attention accrue des investisseurs sur certains segments du marché du crédit privé au cours du trimestre, le Fonds a continué d'enregistrer un rendement conforme aux attentes. L'équipe de placement a continué de respecter des normes de souscription rigoureuses et d'effectuer un suivi actif des portefeuilles, considérant les récents développements sur les marchés comme des événements isolés plutôt que comme le signe de préoccupations systémiques plus générales. Au début du second semestre de 2026, le Fonds demeure en bonne posture pour continuer de générer des rendements ajustés en fonction du risque attrayants, tout en conservant son approche rigoureuse en matière de déploiement de capitaux et de sélection des titres de crédit.

Dettes privées

La stratégie Fiera Dette privée a continué d'afficher un rendement conforme aux attentes dans un contexte macroéconomique incertain. Le rendement du portefeuille reflète l'approche prudente de Fiera Dette privée en matière de souscription, notamment des niveaux d'endettement prudents et une constitution rigoureuse du portefeuille axée sur les secteurs résilients et non cycliques, notamment les services aux entreprises, les services financiers, les soins de santé, les produits industriels et l'éducation.

Les taux d'intérêt élevés continuent de soutenir les rendements grâce à une génération de revenus solide. Les emprunteurs continuent de faire preuve de résilience, appuyés par des structures de capital et des normes de souscription prudentes. Dans l'ensemble, le portefeuille continue d'afficher un rendement conforme aux attentes et reste en bonne posture pour générer un revenu et des rendements ajustés en fonction du risque attrayants pour les investisseurs.

Dettes immobilières

Au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande, les stratégies axées sur la dette immobilière de Fiera ont continué de générer un revenu stable et des rendements ajustés en fonction du risque attrayants. Le rendement a été soutenu par les positions en prêts de premier rang garantis, les normes de souscription prudentes et la dynamique de marché favorable attribuable au retrait continu des prêteurs bancaires traditionnels.

- **États-Unis** : Bien que les grandes banques aient réintégré certains segments du marché, exerçant une pression à la baisse sur les écarts de taux des opérations de plus grande envergure, les banques régionales ont continué de composer avec des contraintes liées à la réglementation et à leur portefeuille. Ce contexte a continué de favoriser des occasions attrayantes pour les prêteurs alternatifs, particulièrement dans le marché intermédiaire. L'utilisation accrue du financement par emprunt par les banques régionales a également créé d'autres occasions dans le marché du crédit.
- **Canada** : Le rendement du portefeuille est demeuré stable, grâce à une souscription rigoureuse, un levier modéré et une demande soutenue des emprunteurs à l'égard de solutions de crédit privé. Même si la hausse des coûts de construction et le ralentissement des préventes des unités en copropriété ont atténué certaines activités d'aménagement, les projets locatifs construits expressément à des fins locatives et dont le financement est assuré par la SCHL ont continué de représenter des occasions de prêt attrayantes.
- **Royaume-Uni et Europe** : L'inflation s'est largement normalisée et les taux d'intérêt se sont stabilisés au cours du trimestre, améliorant ainsi la prévisibilité des conditions de financement. Les activités de refinancement ont continué de s'accélérer, car un volume important de prêts existants sont venus à échéance, ce qui a créé des occasions intéressantes pour les prêteurs immobiliers de premier rang. De plus, l'équipe a continué de repérer des occasions ciblées de financement de projets d'aménagement et de création de valeur dans certains marchés européens.

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

- **Australie et Nouvelle-Zélande** : Le rendement a été favorisé par les remboursements actifs versés par les emprunteurs, les structures de prêt prudentes et les facteurs fondamentaux immobiliers sous-jacents résilients. Un solide bassin d'occasions de premiers prêts hypothécaires a continué de soutenir des rendements stables et des distributions en trésorerie régulières.

Dans l'ensemble, les stratégies axées sur la dette immobilière ont fait preuve de résilience dans toutes les régions et ont continué d'afficher une faible corrélation avec l'ensemble des marchés financiers.

Dette d'infrastructure

La stratégie axée sur la dette d'infrastructure a continué de bien performer au cours de la période, générant un revenu de placement positif. Le rendement a été soutenu par des flux de trésorerie contractuels à long terme, le dimensionnement prudent de la dette et des structures de financement garanties de premier rang, souscrites selon une analyse rigoureuse du crédit et des facteurs de durabilité.

Dans l'ensemble, le portefeuille offre un rendement conforme aux attentes. Le déploiement de capitaux s'est poursuivi au cours de la période, soutenu par le caractère défensif des actifs d'infrastructure, lesquels sont généralement bien protégés contre la volatilité macroéconomique et géopolitique. La stratégie continue de tirer parti d'un portefeuille diversifié caractérisé par une génération de flux de trésorerie stables et de solides mesures de protection contre les baisses.

Actifs réels

Le rendement du portefeuille d'actifs réels s'explique par les apports positifs provenant des stratégies axées sur l'immobilier et l'infrastructure, soutenu par la stabilité des activités et la génération de revenu. La stratégie axée sur l'agriculture a enregistré des rendements modestes, car l'augmentation des coûts du carburant et des engrais a pesé sur les évaluations, alors que la stratégie de Terres forestières durables a enregistré un bon rendement, car la production a été ajustée en fonction des conditions du marché. À l'échelle de la plateforme, le déploiement de capital est demeuré sélectif, les équipes misant sur la gestion active des actifs et la souscription rigoureuse.

Immobilier

Au début du second semestre de 2026, la reprise du secteur immobilier commercial a continué de prendre de l'élán malgré un contexte macroéconomique plus volatil. Bien que les tensions géopolitiques et les prix élevés de l'énergie aient ralenti le rythme de la reprise au cours du trimestre, les conditions de liquidité ont continué de s'améliorer, les activités d'investissement se sont accélérées et la confiance est progressivement revenue sur les marchés. En particulier, le recul des volumes de transactions observé au cours des trois dernières années s'est maintenant inversé, les capitaux se redirigeant de plus en plus vers les actifs immobiliers de grande qualité.

À moyen terme, les facteurs fondamentaux appuyant une reprise des marchés immobiliers demeurent solidement en place, notamment la baisse des taux d'intérêt, l'amélioration des conditions de crédit et une offre future limitée. Bien que ces conditions favorables ne se soient pas encore entièrement traduites par une activité au chapitre des transactions et des évaluations, les conditions sous-jacentes continuent d'appuyer des perspectives constructives.

Malgré l'incertitude persistante, les stratégies axées sur l'immobilier au Canada et au Royaume-Uni ont généré des résultats positifs au cours du trimestre. Les portefeuilles demeurent bien positionnés, soutenus par des pondérations avantageuses dans les actifs liés aux produits industriels et à la logistique ainsi que dans les actifs résidentiels, qui devraient tirer parti de l'amélioration continue de la confiance des marchés et de l'activité au chapitre des transactions.

Infrastructure

La stratégie axée sur l'infrastructure a enregistré un rendement positif au cours du deuxième trimestre de 2026, soutenue par la stabilité du rendement au niveau des actifs, la diversification et les caractéristiques défensives du portefeuille, y compris les revenus contractuels à long terme et les ententes liées à l'inflation.

Les rendements ont été partiellement contrebalancés par des ajustements liés à l'évaluation apportés à certains actifs hydro-électriques nord-américains, ce qui reflète des hypothèses plus prudentes quant à la production future et aux prix de renouvellement des contrats.

Le déploiement de capital est demeuré sélectif, l'équipe priorisant l'expansion au sein des plateformes et des occasions existantes qui respectent les critères de risque et de rendement. Les considérations en matière de durabilité ont continué d'orienter les décisions de souscription et de gestion des actifs.

Agriculture

La stratégie axée sur l'agriculture mondiale a généré des rendements modérés au deuxième trimestre. La hausse des coûts du carburant et des engrais liée à l'évolution des enjeux géopolitiques a pesé sur certains segments du portefeuille, facteur partiellement compensé par l'augmentation des prix des grains et du coton. Les pressions exercées sur le coût des intrants se sont atténuées vers la fin du trimestre. Les résultats dans l'ensemble des partenariats ont été contrastés, la solide performance opérationnelle de plusieurs actifs ayant été contrebalancée par des difficultés liées aux conditions météorologiques et à la production à d'autres endroits. La stratégie a également conclu la vente de son placement dans le secteur de la production laitière en Nouvelle-Zélande, ce qui a généré un rendement réalisé attrayant. La diversification selon les cultures et les régions a aidé à réduire la volatilité propre à certains actifs, soutenue par la demande non discrétionnaire et les besoins à long terme en matière de sécurité alimentaire.

Terres forestières durables

La stratégie de Terres forestières durables a enregistré un bon rendement au deuxième trimestre malgré des conditions économiques mondiales modérées. Les forêts de la côte ouest ont réduit la production en réaction aux conditions du marché et à la hausse des coûts du carburant, alors que la stabilité de la demande sur les marchés national et asiatique a soutenu les prix. Le portefeuille est demeuré résilient grâce à une gestion active des récoltes et est en position de tirer parti de l'offre limitée de terres forestières durables et des facteurs fondamentaux favorables à long terme du logement en Amérique du Nord.

Placements privés

La stratégie axée sur les placements privés a enregistré un rendement positif au cours du deuxième trimestre de 2026, appuyée par une solide croissance interne, un placement complémentaire créateur de valeur réalisé par l'une des sociétés du portefeuille, des profits liés à l'évaluation et une solide performance opérationnelle d'autres placements. Ces apports ont été partiellement contrebalancés par les résultats inférieurs enregistrés par deux sociétés du portefeuille. Malgré l'incertitude macroéconomique persistante, la plupart des sociétés du portefeuille ont enregistré une performance opérationnelle conforme aux attentes.

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

Tableau 1 – Taux de rendement au 30 juin 2026 pour les Marchés publics

Stratégies de placement – Marchés publics	Indice de référence	Date de création	Devise	T2 2026			1 an			3 ans			5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années)		
				Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile
Répartition d'actifs – Gestion tactique															
Répartition d'actifs – Gestion tactique	Indice de référence mixte ¹⁾	Janv. 2006	CAD	6,18	(1,34)	s.o.	15,87	(1,31)	s.o.	12,13	(0,96)	s.o.	8,26	(0,12)	s.o.
Stratégies d'investissement équilibré															
Équilibré diversifié	Indice de référence mixte ²⁾	Janv. 2004	CAD	5,02	(2,28)	4	7,92	(6,68)	4	8,94	(4,24)	4	6,19	(3,18)	4
Équilibré éthique	Indice de référence mixte ³⁾	Avr. 1993	CAD	5,88	(1,31)	3	6,52	(10,00)	4	9,35	(4,90)	4	7,68	(2,01)	3
Croissance équilibrée	Indice de référence mixte ⁴⁾	Févr. 1997	CAD	5,33	(3,60)	4	1,81	(16,65)	4	6,32	(9,52)	4	3,86	(6,53)	4
Équilibré marchés publics	Indice de référence mixte ⁵⁾	Janv. 1988	CAD	9,21	0,88	1	11,21	(6,76)	4	10,66	(4,45)	4	7,82	(1,41)	3
Équilibre intégré	Indice de référence mixte ⁶⁾	Avr. 2013	CAD	9,45	0,85	1	11,40	(7,32)	3	10,71	(4,73)	4	7,79	(1,39)	3
Actions diversifiées	Indice de référence mixte ⁷⁾	Oct. 2024	CAD	11,14	(3,23)	s.o.	14,01	(15,99)	s.o.	—	—	s.o.	14,53	(8,45)	s.o.
Actions de sociétés à grande capitalisation															
Actions canadiennes	S&P/TSX	Janv. 2013	CAD	9,04	2,08	1	7,68	(25,19)	4	15,33	(8,15)	4	12,74	(2,11)	4
Actions canadiennes « Core »	S&P/TSX	Janv. 1992	CAD	6,61	(0,34)	3	18,47	(14,40)	3	16,99	(6,49)	4	13,25	(1,60)	3
Actions américaines « Core »	S&P 500	Déc. 2015	USD	8,61	(6,60)	4	7,75	(14,58)	4	14,70	(5,91)	4	10,65	(2,76)	3
Actions américaines de croissance	S&P 500	Janv. 1990	USD	15,25	0,05	3	12,04	(10,29)	3	20,11	(0,50)	3	14,44	1,03	1
Actions américaines	S&P 500	Avr. 2009	CAD	9,93	(7,19)	4	12,04	(15,14)	4	12,70	(10,75)	4	11,54	(5,00)	4
Actions internationales « ADR »	MSCI EAFE ⁽⁸⁾	Sept. 2011	USD	10,90	0,08	2	17,64	(2,59)	3	15,78	(0,66)	3	8,65	(0,40)	3
Actions internationales	MSCI EAFE	Janv. 2010	CAD	17,82	5,16	1	14,79	(10,23)	4	12,08	(7,10)	4	8,80	(3,25)	4
Atlas sociétés mondiales	MSCI World	Avr. 2017	CAD	12,75	(2,90)	3	0,30	(25,86)	4	7,76	(14,28)	4	4,54	(10,01)	4
Actions mondiales	MSCI World	Oct. 2009	CAD	16,00	0,35	2	23,15	(3,01)	3	16,22	(5,82)	3	12,04	(2,51)	3
Petite capitalisation, moyenne capitalisation, marchés émergents et marchés frontières															
Actions américaines à petite et moyenne capitalisation	Russell 2500 Growth	Avr. 2000	USD	14,22	(9,80)	4	17,87	(15,07)	3	9,43	(6,97)	4	4,85	(0,14)	3
Marchés émergents	MSCI Marchés émergents	Juill. 2010	USD	27,30	4,56	2	58,31	14,81	1	33,03	10,01	1	13,84	6,64	1
Marchés émergents sélects	MSCI Marchés émergents, sauf certains marchés ⁹⁾	Janv. 2021	USD	7,50	4,27	4	18,57	2,01	4	16,68	5,82	4	13,29	5,70	1
Marchés frontières	MSCI Marchés frontaliers	Mars 2010	USD	6,89	(4,29)	3	15,17	(19,71)	4	18,32	(5,03)	4	12,63	3,96	3

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

Stratégies de placement – Marchés publics	Indice de référence	Date de création	Devise	T2 2026			1 an			3 ans			5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années)		
				Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile
Placements alternatifs liquides															
Emerging & Frontier Opportunities	Sans indice de référence	Sept. 2013	USD	9,64	s.o.	s.o.	21,18	s.o.	s.o.	18,62	s.o.	s.o.	13,19	s.o.	s.o.
Titres à revenu fixe canadiens															
Gestion active « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	2,28	0,27	1	4,23	0,78	1	5,16	0,74	2	1,25	0,46	3
Gestion stratégique « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	2,19	0,18	2	4,11	0,65	2	5,48	1,06	1	1,36	0,56	2
Gestion intégrée « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 1993	CAD	2,12	0,10	3	3,89	0,44	3	5,04	0,63	2	1,38	0,58	2
Gestion valeur relative	Indice des obligations gouvernementales FTSE Canada	Déc. 2017	CAD	2,18	0,19	s.o.	3,95	0,81	s.o.	4,13	0,35	s.o.	0,53	0,28	s.o.
Universel de sociétés	Indice des obligations de sociétés FTSE Canada	Mars 2012	CAD	2,15	0,07	3	4,89	0,46	2	6,88	0,55	2	2,88	0,47	2
Dette d'infrastructure	Indice de référence mixte ¹⁰⁾	Févr. 2015	CAD	2,79	(0,11)	s.o.	5,22	0,92	s.o.	6,08	1,91	s.o.	1,46	1,40	s.o.
Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères															
Revenu multisectoriel mondial	Bloomberg Global Agg. Bond Index CAD-Hedged	Déc. 2009	CAD	3,19	2,29	s.o.	3,21	1,80	s.o.	6,27	3,14	s.o.	3,27	3,32	s.o.
US High Grade Core Intermediate	Bloomberg Intermediate US Aggregate	Janv. 2005	USD	0,36	(0,12)	4	3,64	(0,12)	2	4,44	(0,22)	4	1,09	0,12	4
US Tax Efficient Core Intermediate 1-10 Year	Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond	Avr. 2007	USD	1,20	(0,14)	4	4,37	(0,11)	4	3,42	0,01	4	1,38	0,02	2
US Tax Efficient Core Plus	Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond	Janv. 2012	USD	1,42	0,08	3	5,05	0,57	3	3,87	0,46	3	1,54	0,18	2

¹⁾ Indice de référence mixte :

5 % Indice des Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada; 25 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 10 % S&P 500 en \$ CA; 10 % MSCI EAFE en \$ CA; 5 % MSCI Marchés émergents en \$ CA; 25 % Actifs réels

²⁾ Indice de référence mixte :

50 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 13 % S&P/TSX; 24 % MSCI Monde en \$ CA; 13 % MSCI Monde couvert en \$ CA

³⁾ Indice de référence mixte :

45 % (60 % Indice des obligations globales à court terme FTSE Canada et 40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada); 20 % S&P/TSX; 10 % S&P 500 en \$ CA; 10 % MSCI EAFE en \$ CA; 10 % MSCI Monde en \$ CA; 5 % MSCI Monde couvert en \$ CA

⁴⁾ Indice de référence mixte :

35 % (50 % Indice des obligations à court terme + 50 % Indice des obligations à moyen terme FTSE Canada); 55 % (30 % S&P/TSX + 70 % MSCI Monde en \$ CA); 10 % MSCI Monde couvert en \$ CA

⁵⁾ Indice de référence mixte :

40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 40 % MSCI Monde en \$ CA

⁶⁾ Indice de référence mixte :

38 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 42 % MSCI Monde en \$ CA

⁷⁾ Indice de référence mixte :

27,5 % S&P/TSX; 25 % S&P 500 en \$ CA; 12,5 % MSCI EAFE en \$ CA; 7,5 % Russell 2500 Growth en \$ CA; 7,5 % MSCI Marchés émergents 2500 en \$ CA; 20 % MSCI Monde couvert en \$ CA

⁸⁾ MSCI EAFE :

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2026, l'indice MSCI ACWI ex USA a été remplacé par l'indice MSCI EAFE, lequel fournit un meilleur point de comparaison et représente mieux la stratégie de placement globale. La stratégie investit principalement dans des titres de marchés développés. L'indice MSCI ACWI ex USA présente une exposition notable aux marchés émergents (environ 30 % au 30 septembre 2025). En revanche, l'indice MSCI EAFE est composé uniquement de titres de marchés développés.

⁹⁾ Marchés sélects :

Chine, Corée du Sud, Taiwan, Inde, Brésil, Afrique du Sud

¹⁰⁾ Indice de référence mixte :

Indice des obligations provinciales à moyen terme FTSE Canada et Indice des obligations provinciales à long terme FTSE Canada interpolés

Notes importantes :

Les rendements présentés ci-dessus sont annualisés pour les périodes de un an et plus.

Tous les rendements sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, mais après déduction des coûts de transaction et des retenues fiscales.

Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.

La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.

Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société.

Les classements par quartile sont fournis par eInvestment.

L'attestation de conformité aux normes GIPS sur les indices composés est fournie sur demande.

Tableau 2 – Taux de rendement au 30 juin 2026 pour les Marchés privés

Stratégies de placement – Marchés privés	Devise	Date de création	Capital variable	Capital fixe	Taux de rendement interne brut depuis la création		Valeur liquidative (en M\$)	Total des engagements non utilisés (en M\$)
					Rendement ¹⁾	TRI brut ²⁾		
Immobilier								
Fonds CORE Fiera Immobilier, s.e.c.	CAD	Juin 2013	✓		8,13 %		3 562	112
Fonds industriel à petite capitalisation Fiera Immobilier s.e.c.	CAD	Mars 2015	✓		12,85 %		903	1
Fiera Real Estate Long Income Fund (UK)	GBP	Août 2009	✓		5,64 %		125	—
Infrastructure								
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs canadiens seulement) ³⁾	CAD	Janv. 2016	✓		—	4,88 %	1 758	80
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs mondiaux) ⁴⁾	USD	Juin 2018	✓		—	8,30 %	1 913	—
Crédit privé								
Fonds Fiera Financement immobilier Canada	CAD	Déc. 2006	✓		12,04 %		613	—
Fiera Infrastructure Debt Fund II LP	CAD	Nov. 2021		✓	—	10,91 %	266	48
Fiera Infrastructure High Yield Debt Fund LP	USD	Avr. 2022	✓		9,84 %	—	35	14
Clearwater Capital Partners Direct Lending Opportunities Fund, L.P.	USD	Août 2018	✓			11,07 %	590	—
Fiera Private Debt Fund VI	CAD	Févr. 2019		✓	5,18 %		391	—
Fiera Comox Private Credit Opportunities Open-End Fund L.P. ⁵⁾	USD	Avr. 2020	✓			8,19 %	549	65
Agriculture mondiale								
Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox s.e.c. ⁵⁾	USD	Juill. 2017	✓			7,80 %	1 884	86
Placements privés								
Fiera Comox Global Private Equity Fund I L.P. ⁵⁾	USD	Sept. 2018	✓			10,71 %	629	15
Solutions axées sur les marchés privés diversifiés								
Fiera Diversified Lending Fund ^{6), 7)}	CAD	Avr. 2008	✓		8,99 %		1 642	—
Fiera Diversified Real Assets Fund ^{6), 7)}	CAD	Juin 2019	✓		5,38 %		622	—
Fiera Diversified Real Estate Fund ^{6), 7)}	CAD	Juill. 2013	✓		6,71 %		524	—

Notes importantes :

¹⁾ Tous les rendements pondérés en fonction du temps annualisés sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

²⁾ Présenté avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

³⁾ Représente la performance d'EagleCrest Infrastructure Canada LP, le véhicule de placement parallèle pour les investisseurs canadiens seulement. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des placements des stratégies pertinentes pour EagleCrest Infrastructure Canada LP.

⁴⁾ Représente la performance combinée des actifs disponibles pour les investisseurs mondiaux. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des actifs partagés de la stratégie EagleCrest combinée (actifs partagés entre EagleCrest Infrastructure Canada LP et EagleCrest Infrastructure SCSp).

⁵⁾ Taux de rendement interne brut, déduction faite des charges d'exploitation.

⁶⁾ Stratégies avec répartition diversifiée à divers fonds de financement privé (L.P.), y compris certaines stratégies mentionnées ci-dessus.

⁷⁾ Les rendements bruts sont recalculés en fonction des honoraires et des charges réels engagés par les fonds dans lesquels le fonds en gestion commune a investi.

PERSPECTIVES

Les conditions de marché se sont brièvement améliorées vers la fin du deuxième trimestre. L'intensification du conflit au Moyen-Orient et la flambée connexe des prix du pétrole ont entraîné des pressions stagflationnistes et poussé les investisseurs à se détourner globalement des actifs à risque, et par conséquent, les activités des clients ont fluctué entre les canaux et les stratégies. Dans un tel contexte, nous continuons de mettre l'accent sur une exécution uniforme : être à l'écoute de nos clients, protéger les résultats en matière de placement grâce à une gestion rigoureuse des risques et maintenir une attention particulière sur l'efficacité opérationnelle. Nous avons également pris des mesures réfléchies pour renforcer notre souplesse financière afin de mettre l'accent sur la résilience du bilan et de maintenir notre capacité d'affecter les capitaux de manière à favoriser les initiatives de croissance et les rendements pour les actionnaires.

Notre mission est claire : être l'institution de premier choix pour les professionnels des placements à l'échelle mondiale; celle qui a la confiance des clients pour générer de l'alpha et gérer le risque de façon responsable. Pour remplir cette mission, nous donnons aux gestionnaires de portefeuille l'autonomie, les ressources et la discipline nécessaires pour saisir des occasions pour les clients dans le respect d'un cadre de valeurs rigoureux.

Priorités stratégiques orientant nos perspectives

Recentrer l'organisation sur les résultats : Nous forgeons pour l'ensemble de la Société une mentalité axée sur les résultats prometteurs pour les clients. Il s'agit d'améliorer l'analyse des rendements, d'obtenir rapidement des données de qualité sur les placements et d'encourager le partage de connaissances entre les équipes.

Offrir un service à la clientèle supérieur grâce à une distribution ciblée : Nous dirigeons nos efforts de distribution vers les marchés où nous avons de l'élan et où une plus grande spécialisation nous permet de mieux répondre à la demande des clients. La collaboration entre les équipes de placement et de distribution continuera de se renforcer afin que l'engagement envers les clients soit constant, réactif et axé sur les solutions.

Nous appuyer davantage sur les stratégies sur les marchés privés en tant que moteur de croissance et de différenciation : Les marchés privés demeurent un facteur de différenciation clé. Nous clarifions les priorités stratégiques, harmonisons les plateformes avec la demande des investisseurs et renforçons le soutien au financement et à l'engagement des clients, tout en perfectionnant notre stratégie de croissance dans les secteurs clés.

Optimiser notre modèle d'exploitation afin d'améliorer l'adaptabilité et l'exécution : Nous simplifions nos méthodes de travail, réduisons la complexité des technologies et des flux de travail et modernisons nos outils pour accélérer la prise de décision, améliorer la collaboration et uniformiser la prestation de nos services.

Générer à même notre bilan la capacité d'investir dans les bonnes occasions : Nous renforçons nos assises financières afin de soutenir l'innovation et d'investir dans nos activités les plus prometteuses. Il s'agit notamment de maintenir une discipline stricte en matière de dépenses et une approche équilibrée en matière d'affectation des capitaux pour soutenir les réinvestissements, la résilience et le rendement pour les actionnaires.

La suite des choses

Ces priorités s'agencent pour établir un schéma clair en vue de la prochaine phase de l'évolution de Fiera Capital : une organisation résolument axée sur le rendement, un modèle de distribution plus ciblé, une plateforme d'exploitation plus efficace et une assise financière renforcée qui assure une croissance disciplinée. Notre équipe de direction demeure déterminée à mettre en œuvre ce plan avec empressement et de manière responsable, en s'alignant sur la mission, les valeurs et les objectifs à long terme de la Société.

Pour l'avenir, nous poursuivons la réalisation d'un moteur de croissance reproductible et axé sur les clients, alimenté par l'excellence des placements et la rigueur opérationnelle. Nous demeurons déterminés à créer de la valeur pour nos clients, nos actionnaires et les membres de notre personnel, grâce à une exécution cohérente, à une gestion prudente des risques et à une affectation disciplinée des capitaux.

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 3 – États consolidés résumés intermédiaires du résultat net pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025 et le 31 mars 2026

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2025	D'un trimestre à l'autre POS/(NÉG) ²⁾	D'un exercice à l'autre POS/(NÉG) ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	145 180	147 164	147 867	(1 984)	(2 687)
Honoraires de performance	2 084	—	2 491	2 084	(407)
Commissions d'engagement et frais de transaction	3 689	1 347	5 246	2 342	(1 557)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	166	947	2 035	(781)	(1 869)
Autres produits	4 020	3 853	5 335	167	(1 315)
Total des produits	155 139	153 311	162 974	1 828	(7 835)
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	117 580	114 135	122 304	(3 445)	4 724
Amortissements	11 258	11 178	12 215	(80)	957
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	5 676	9 087	10 112	3 411	4 436
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	10 630	10 103	12 057	(527)	1 427
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	434	882	(740)	448	(1 174)
Profit sur les placements, montant net	(179)	(222)	(190)	(43)	(11)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	53	(290)	(7)	(343)	(60)
Autres charges (produits)	1 184	129	(536)	(1 055)	(1 720)
Total des charges	146 636	145 002	155 215	(1 634)	8 579
Résultat avant l'impôt sur le résultat	8 503	8 309	7 759	194	744
Charge d'impôt sur le résultat	2 504	3 573	1 799	1 069	(705)
Résultat net	5 999	4 736	5 960	1 263	39
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	3 521	2 833	3 757	688	(236)
À la participation ne donnant pas le contrôle	2 478	1 903	2 203	575	275
Résultat net	5 999	4 736	5 960	1 263	39
PAR ACTION – DE BASE					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,40	0,40	0,42	—	(0,02)
Résultat net	0,03	0,03	0,03	—	—
Résultat net ajusté ¹⁾	0,23	0,22	0,25	0,01	(0,02)
PAR ACTION – DILUÉ					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,38	0,38	0,41	—	(0,03)
Résultat net	0,03	0,03	0,03	—	—
Résultat net ajusté ¹⁾	0,21	0,21	0,24	—	(0,03)

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 57 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 73 à 76.

²⁾ POS : positive – NÉG : négative

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – ACTIFS SOUS GESTION ET PRODUITS

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats pour les stratégies sur les marchés publics ainsi que des nouvelles souscriptions, y compris les nouveaux capitaux engagés non déployés liés aux stratégies sur les marchés privés (« nouveaux mandats »), ii) du montant des mandats perdus (« mandats perdus »), iii) du montant des dépôts et des retraits des clients existants, y compris les remboursements de capital sur les marchés privés (« contributions nettes »), iv) des distributions de revenus sur les marchés privés (« distributions de revenus »), v) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les ASG libellés en monnaie étrangère (« marché ») et vi) des dépôts et des retraits d'actifs sous gestion découlant d'acquisitions et de cessions d'entreprises (« transactions stratégiques »). La « croissance interne nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus et des contributions nettes.

Les actifs sous gestion comprennent des « capitaux engagés non déployés », qui désignent les capitaux engagés par les investisseurs à l'égard des stratégies de placement sur les marchés privés de la Société n'ayant pas encore été déployés. Le capital engagé qui a été déployé n'a pas d'incidence sur le montant global des actifs sous gestion. Les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion de chacun des mois compris dans la période.

Les tableaux 4 à 12 ci-après présentent l'évolution des actifs sous gestion de la Société par plateforme de placement, réseau de distribution et région, principalement en fonction de l'emplacement des clients.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Tableau 4 – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 31 mars 2026		75 389	52 331	10 203	137 923	17 262	2 166	2 814	22 242	160 165
Nouveaux mandats	Canada	524	—	33	557	84	—	3	87	644
	États-Unis	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	EMOA	13	—	—	13	3	—	—	3	16
	Asie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		537	—	33	570	87	—	3	90	660
Mandats perdus	Canada	(408)	—	(35)	(443)	(21)	—	—	(21)	(464)
	États-Unis	(124)	(2 708)	(109)	(2 941)	(2)	—	—	(2)	(2 943)
	EMOA	(950)	—	—	(950)	(109)	—	—	(109)	(1 059)
	Asie	—	—	—	—	(1)	—	—	(1)	(1)
		(1 482)	(2 708)	(144)	(4 334)	(133)	—	—	(133)	(4 467)
Contributions nettes	Canada	(1 239)	(480)	(365)	(2 084)	25	(38)	(19)	(32)	(2 116)
	États-Unis	(648)	(534)	(95)	(1 277)	(13)	—	—	(13)	(1 290)
	EMOA	172	(143)	—	29	(15)	131	—	116	145
	Asie	(410)	(44)	—	(454)	(3)	—	—	(3)	(457)
		(2 125)	(1 201)	(460)	(3 786)	(6)	93	(19)	68	(3 718)
Croissance interne nette	Canada	(1 123)	(480)	(367)	(1 970)	88	(38)	(16)	34	(1 936)
	États-Unis	(772)	(3 242)	(204)	(4 218)	(15)	—	—	(15)	(4 233)
	EMOA	(765)	(143)	—	(908)	(121)	131	—	10	(898)
	Asie	(410)	(44)	—	(454)	(4)	—	—	(4)	(458)
Total de la croissance interne nette		(3 070)	(3 909)	(571)	(7 550)	(52)	93	(16)	25	(7 525)
Distributions de revenus		—	—	—	—	(51)	(11)	(17)	(79)	(79)
Marché		5 524	4 381	873	10 778	203	14	(64)	153	10 931
ASG – 30 juin 2026		77 843	52 803	10 505	141 151	17 362	2 262	2 717	22 341	163 492

Tableau 5 – Actifs sous gestion par région : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 mars 2026	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	30 juin 2026
Canada	109 595	644	(464)	(2 116)	(1 936)	(57)	6 505	114 107
États-Unis	32 965	—	(2 943)	(1 290)	(4 233)	(10)	3 289	32 011
EMOA	15 424	16	(1 059)	145	(898)	(9)	890	15 407
Asie	2 181	—	(1)	(457)	(458)	(3)	247	1 967
Total	160 165	660	(4 467)	(3 718)	(7 525)	(79)	10 931	163 492

Au 30 juin 2026, les actifs sous gestion consolidés se chiffraient à 163,5 milliards de dollars, comparativement à 160,2 milliards de dollars au 31 mars 2026, ce qui représente une hausse de 3,3 milliards de dollars, ou 2,1 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à l'incidence favorable du marché de 10,9 milliards de dollars sur les stratégies fondées sur les actions et sur les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe, ainsi qu'à de nouveaux mandats de 0,7 milliard de dollars. Ces hausses des actifs sous gestion ont été partiellement contrebalancées par des mandats perdus de 4,5 milliards de dollars, principalement des mandats de PineStone fondés sur des actions, et des contributions nettes négatives de 3,7 milliards de dollars liées aux stratégies fondées sur les actions et aux stratégies fondées sur les titres à revenu fixe. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 162,3 milliards de dollars, comparativement à 163,3 milliards de dollars au trimestre précédent, soit une baisse de 1,0 milliard de dollars, ou 0,6 %. Malgré une hausse des actifs sous gestion de clôture, les actifs sous gestion moyens ont diminué en raison du moment où les incidences du marché ont été ressenties au cours des deux trimestres.

Tableau 6 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 31 mars 2026	58 251	39 585	7 980	105 816	17 138	12 746	2 223	32 107	137 923
Nouveaux mandats	537	—	29	566	—	—	4	4	570
Mandats perdus	(507)	—	(131)	(638)	(975)	(2 708)	(13)	(3 696)	(4 334)
Contributions nettes	(883)	(816)	(449)	(2 148)	(1 242)	(385)	(11)	(1 638)	(3 786)
Croissance interne nette	(853)	(816)	(551)	(2 220)	(2 217)	(3 093)	(20)	(5 330)	(7 550)
Marché	3 194	2 985	586	6 765	2 330	1 396	287	4 013	10 778
ASG – 30 juin 2026	60 592	41 754	8 015	110 361	17 251	11 049	2 490	30 790	141 151

Marchés publics

Au 30 juin 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics se chiffraient à 141,2 milliards de dollars, comparativement à 137,9 milliards de dollars au 31 mars 2026, ce qui représente une hausse de 3,3 milliards de dollars, ou 2,4 %. Cette hausse est principalement attribuable à l'incidence favorable du marché de 10,8 milliards de dollars sur les stratégies fondées sur les actions et sur les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe, ainsi qu'à de nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars, principalement liés aux stratégies fondées sur les actions.

Ces hausses des actifs sous gestion ont été partiellement contrebalancées par des mandats perdus de 4,3 milliards de dollars et des contributions nettes négatives de 3,8 milliards de dollars. Les mandats perdus comprennent un montant de 3,7 milliards de dollars lié aux actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, dont une tranche de 2,7 milliards de dollars pour un mandat du réseau de distribution Intermédiaires financiers aux États-Unis qui, à notre connaissance, a été transféré directement à PineStone. La tranche restante de 1,0 milliard de dollars qui n'a pas été transférée directement à PineStone concerne principalement un mandat du réseau de distribution Marchés institutionnels dans la région EMOA. Compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, les mandats perdus de 0,6 milliard de dollars se rapportaient à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels. Les contributions nettes négatives comprennent des actifs sous gestion de 1,6 milliard de dollars sous-conseillés par PineStone pour des clients aux États-Unis, au Canada et en Asie. Compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, les contributions nettes négatives comprenaient un montant de 0,9 milliard de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement lié à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada, un montant de 0,8 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers principalement lié à des mandats fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis et au Canada, ainsi qu'un montant de 0,4 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée.

Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 140,1 milliards de dollars, comparativement à 141,3 milliards de dollars au trimestre précédent, soit une baisse de 1,2 milliard de dollars, ou 0,8 %. Malgré une hausse des actifs sous gestion de clôture, les actifs sous gestion moyens ont diminué en raison du moment où les incidences du marché ont été ressenties au cours des deux trimestres.

Marchés privés

Au 30 juin 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se chiffraient à 22,3 milliards de dollars, soit un montant relativement inchangé comparativement à 22,2 milliards de dollars au 31 mars 2026. L'incidence favorable du marché de 0,2 milliard de dollars et la croissance interne nette de 0,1 milliard de dollars ont été en grande partie contrebalancées par des distributions de revenu de 0,1 milliard de dollars et des remboursements de capital de 0,1 milliard de dollars.

Les actifs sous gestion consolidés au 30 juin 2026 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 1,9 milliard de dollars, soit un montant relativement comparable au montant enregistré au 31 mars 2026.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Tableau 7 – Actifs sous gestion par plateforme de placement, réseau de distribution et région : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 30 juin 2025		76 453	52 443	10 725	139 621	15 655	2 189	3 009	20 853	160 474
Nouveaux mandats	<i>Canada</i>	1 150	407	171	1 728	1 129	—	12	1 141	2 869
	<i>États-Unis</i>	27	—	24	51	3	—	—	3	54
	<i>EMOA</i>	84	—	—	84	290	—	—	290	374
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	17	—	—	17	17
		1 261	407	195	1 863	1 439	—	12	1 451	3 314
Mandats perdus	<i>Canada</i>	(1 222)	(86)	(145)	(1 453)	(31)	—	(23)	(54)	(1 507)
	<i>États-Unis</i>	(531)	(2 708)	(380)	(3 619)	(5)	—	—	(5)	(3 624)
	<i>EMOA</i>	(973)	5	—	(968)	(113)	—	—	(113)	(1 081)
	<i>Asie</i>	(168)	(149)	—	(317)	(17)	—	—	(17)	(334)
		(2 894)	(2 938)	(525)	(6 357)	(166)	—	(23)	(189)	(6 546)
Contributions nettes	<i>Canada</i>	(1 585)	643	(1 075)	(2 017)	4	(209)	(46)	(251)	(2 268)
	<i>États-Unis</i>	(1 837)	(2 258)	(48)	(4 143)	(36)	—	—	(36)	(4 179)
	<i>EMOA</i>	442	(544)	—	(102)	(139)	130	—	(9)	(111)
	<i>Asie</i>	(1 253)	(349)	—	(1 602)	(22)	—	—	(22)	(1 624)
		(4 233)	(2 508)	(1 123)	(7 864)	(193)	(79)	(46)	(318)	(8 182)
Croissance interne nette	<i>Canada</i>	(1 657)	964	(1 049)	(1 742)	1 102	(209)	(57)	836	(906)
	<i>États-Unis</i>	(2 341)	(4 966)	(404)	(7 711)	(38)	—	—	(38)	(7 749)
	<i>EMOA</i>	(447)	(539)	—	(986)	38	130	—	168	(818)
	<i>Asie</i>	(1 421)	(498)	—	(1 919)	(22)	—	—	(22)	(1 941)
Total de la croissance interne nette		(5 866)	(5 039)	(1 453)	(12 358)	1 080	(79)	(57)	944	(11 414)
Distributions de revenus		—	—	—	—	(163)	(43)	(80)	(286)	(286)
Marché		7 261	6 043	1 234	14 538	790	195	(155)	830	15 368
Transactions stratégiques¹⁾		(5)	(644)	(1)	(650)	—	—	—	—	(650)
ASG – 30 juin 2026		77 843	52 803	10 505	141 151	17 362	2 262	2 717	22 341	163 492

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre précédent.

Tableau 8 – Actifs sous gestion par région : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	30 juin 2025	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	Transactions stratégiques ¹⁾	30 juin 2026
Canada	107 177	2 869	(1 507)	(2 268)	(906)	(242)	8 728	(650)	114 107
États-Unis	35 000	54	(3 624)	(4 179)	(7 749)	(18)	4 778	—	32 011
EMOA	14 782	374	(1 081)	(111)	(818)	(20)	1 463	—	15 407
Asie	3 515	17	(334)	(1 624)	(1 941)	(6)	399	—	1 967
Total	160 474	3 314	(6 546)	(8 182)	(11 414)	(286)	15 368	(650)	163 492

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre précédent.

Au 30 juin 2026, les actifs sous gestion consolidés se chiffraient à 163,5 milliards de dollars, comparativement à 160,5 milliards de dollars au 30 juin 2025, soit une hausse de 3,0 milliards de dollars, ou 1,9 %. La hausse des actifs sous gestion est principalement attribuable à l'incidence favorable du marché de 15,4 milliards de dollars et à de nouveaux mandats de 3,3 milliards de dollars. Ces hausses des actifs sous gestion ont été partiellement contrebalancées par des contributions nettes négatives de 8,2 milliards de dollars et des mandats perdus de 6,5 milliards de dollars, principalement liés à des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone. De plus, la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au trimestre précédent a donné lieu à une réduction des actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont élevés à 162,3 milliards de dollars, comparativement à 159,0 milliards de dollars au 30 juin 2025, soit une hausse de 3,3 milliards de dollars, ou 2,1 %.

Tableau 9 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 30 juin 2025	56 733	38 798	8 265	103 796	19 720	13 645	2 460	35 825	139 621
Nouveaux mandats	1 247	407	191	1 845	14	—	4	18	1 863
Mandats perdus	(1 625)	(224)	(487)	(2 336)	(1 269)	(2 714)	(38)	(4 021)	(6 357)
Contributions nettes	(457)	(730)	(1 009)	(2 196)	(3 776)	(1 778)	(114)	(5 668)	(7 864)
Croissance interne nette	(835)	(547)	(1 305)	(2 687)	(5 031)	(4 492)	(148)	(9 671)	(12 358)
Marché	4 367	3 938	1 056	9 361	2 894	2 105	178	5 177	14 538
Transactions stratégiques ¹⁾	327	(435)	(1)	(109)	(332)	(209)	—	(541)	(650)
ASG – 30 juin 2026	60 592	41 754	8 015	110 361	17 251	11 049	2 490	30 790	141 151

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre précédent.

Marchés publics

Au 30 juin 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics se chiffraient à 141,2 milliards de dollars, comparativement à 139,6 milliards de dollars au 30 juin 2025, ce qui représente une hausse de 1,6 milliard de dollars, ou 1,1 %. Cette hausse est principalement attribuable à l'incidence favorable du marché de 14,5 milliards de dollars et à de nouveaux mandats de 1,9 milliard de dollars. Les nouveaux mandats comprenaient un montant de 1,3 milliard de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels provenant de divers mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada, un montant de 0,4 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers provenant d'un mandat fondé sur des actions américaines pour un client au Canada, ainsi qu'un montant de 0,2 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée.

Ces hausses des actifs sous gestion ont été contrebalancées en partie par des contributions nettes négatives de 7,9 milliards de dollars, des mandats perdus de 6,4 milliards de dollars et la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » qui a donné lieu à une réduction des actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives de 5,7 milliards de dollars sont liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions. Compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, les contributions nettes négatives se sont chiffrées à 2,2 milliards de dollars pour l'ensemble des réseaux de distribution et sont principalement liées à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis. Les mandats perdus comprennent un montant de 4,0 milliards de dollars lié aux actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, dont une tranche d'environ 2,7 milliards de dollars qui, à notre connaissance, a été transférée directement à PineStone. La tranche restante de 1,2 milliard de dollars qui n'a pas été transférée directement à PineStone concerne principalement des mandats du réseau de distribution Marchés institutionnels dans la région EMOA et en Asie. Compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, les mandats perdus de 2,3 milliards de dollars se rapportaient à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels.

Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 140,1 milliards de dollars, comparativement à 138,2 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2025, soit une hausse de 1,9 milliard de dollars, ou 1,4 %.

Marchés privés

Au 30 juin 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se chiffraient à 22,3 milliards de dollars, contre 20,9 milliards de dollars au 30 juin 2025, ce qui représente une hausse de 1,4 milliard de dollars, ou 6,7 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à de nouveaux mandats de 1,5 milliard de dollars et à l'incidence favorable du marché de 0,8 milliard de dollars. Les nouveaux mandats comprennent des mandats de 0,8 milliard de dollars axés sur les infrastructures et l'immobilier au Canada, dans le cadre du lancement, en collaboration avec la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique, de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués. Des nouveaux mandats axés sur l'immobilier ont aussi été obtenus auprès de clients de la région EMOA, de même que des mandats axés sur l'agriculture pour des clients au Canada. Ces hausses des actifs sous gestion ont été partiellement contrebalancées par des contributions nettes négatives de 0,3 milliard de dollars, principalement attribuables à des remboursements de capital, par des distributions de revenus de 0,3 milliard de dollars et par des mandats perdus de 0,2 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives se rapportent à diverses stratégies pour des clients au Canada.

Les actifs sous gestion consolidés au 30 juin 2026 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 1,9 milliard de dollars, contre 1,3 milliard de dollars au 30 juin 2025. L'augmentation est principalement attribuable au lancement de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués, comme il a été annoncé précédemment.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Variations depuis le début de l'exercice

Tableau 10 – Actifs sous gestion par plateforme de placement, réseau de distribution et région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 31 décembre 2025		76 712	54 588	10 809	142 109	16 929	2 140	2 902	21 971	164 080
Nouveaux mandats	<i>Canada</i>	638	—	108	746	210	—	4	214	960
	<i>États-Unis</i>	27	—	15	42	3	—	—	3	45
	<i>EMOA</i>	84	—	—	84	3	—	—	3	87
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	10	—	—	10	10
		749	—	123	872	226	—	4	230	1 102
Mandats perdus	<i>Canada</i>	(1 012)	(86)	(84)	(1 182)	(24)	—	(20)	(44)	(1 226)
	<i>États-Unis</i>	(127)	(2 708)	(320)	(3 155)	(2)	—	—	(2)	(3 157)
	<i>EMOA</i>	(950)	—	—	(950)	(109)	—	—	(109)	(1 059)
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	(1)	—	—	(1)	(1)
		(2 089)	(2 794)	(404)	(5 287)	(136)	—	(20)	(156)	(5 443)
Contributions nettes	<i>Canada</i>	(1 362)	(499)	(700)	(2 561)	(21)	(33)	(32)	(86)	(2 647)
	<i>États-Unis</i>	(488)	(835)	19	(1 304)	(17)	—	—	(17)	(1 321)
	<i>EMOA</i>	252	(315)	—	(63)	(62)	131	—	69	6
	<i>Asie</i>	(415)	(124)	—	(539)	(14)	—	—	(14)	(553)
		(2 013)	(1 773)	(681)	(4 467)	(114)	98	(32)	(48)	(4 515)
Croissance interne nette	<i>Canada</i>	(1 736)	(585)	(676)	(2 997)	165	(33)	(48)	84	(2 913)
	<i>États-Unis</i>	(588)	(3 543)	(286)	(4 417)	(16)	—	—	(16)	(4 433)
	<i>EMOA</i>	(614)	(315)	—	(929)	(168)	131	—	(37)	(966)
	<i>Asie</i>	(415)	(124)	—	(539)	(5)	—	—	(5)	(544)
Total de la croissance interne nette		(3 353)	(4 567)	(962)	(8 882)	(24)	98	(48)	26	(8 856)
Distributions de revenus		—	—	—	—	(81)	(16)	(30)	(127)	(127)
Marché		4 489	3 426	659	8 574	538	40	(107)	471	9 045
Transactions stratégiques¹⁾		(5)	(644)	(1)	(650)	—	—	—	—	(650)
ASG – 30 juin 2026		77 843	52 803	10 505	141 151	17 362	2 262	2 717	22 341	163 492

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre précédent.

Tableau 11 – Actifs sous gestion par région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	31 décembre 2025	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	Transactions stratégiques ¹⁾	30 juin 2026
Canada	112 123	960	(1 226)	(2 647)	(2 913)	(102)	5 649	(650)	114 107
États-Unis	34 076	45	(3 157)	(1 321)	(4 433)	(12)	2 380	—	32 011
EMOA	15 563	87	(1 059)	6	(966)	(9)	819	—	15 407
Asie	2 318	10	(1)	(553)	(544)	(4)	197	—	1 967
Total	164 080	1 102	(5 443)	(4 515)	(8 856)	(127)	9 045	(650)	163 492

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre précédent.

Au 30 juin 2026, les actifs sous gestion consolidés s'élevaient à 163,5 milliards de dollars, comparativement à 164,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025, soit une baisse de 0,6 milliard de dollars, ou 0,4 %. La baisse des actifs sous gestion est principalement attribuable aux mandats perdus de 5,4 milliards de dollars, aux contributions nettes négatives de 4,5 milliards de dollars et à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au trimestre précédent, laquelle a donné lieu à une réduction des actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Ces baisses ont été compensées en partie par l'incidence favorable du marché et par la conversion des monnaies étrangères de 9,0 milliards de dollars pour les stratégies fondées sur les actions et les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe, ainsi que par les nouveaux mandats de 1,1 milliard de dollars.

Tableau 12 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 31 décembre 2025	58 797	40 973	8 402	108 172	17 915	13 615	2 407	33 937	142 109
Nouveaux mandats	749	—	119	868	—	—	4	4	872
Mandats perdus	(1 106)	(86)	(390)	(1 582)	(983)	(2 708)	(14)	(3 705)	(5 287)
Contributions nettes	(751)	(921)	(655)	(2 327)	(1 262)	(852)	(26)	(2 140)	(4 467)
Croissance interne nette	(1 108)	(1 007)	(926)	(3 041)	(2 245)	(3 560)	(36)	(5 841)	(8 882)
Marché	2 908	2 432	540	5 880	1 581	994	119	2 694	8 574
Transactions stratégiques ¹⁾	(5)	(644)	(1)	(650)	—	—	—	—	(650)
ASG – 30 juin 2026	60 592	41 754	8 015	110 361	17 251	11 049	2 490	30 790	141 151

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre précédent.

Marchés publics

Au 30 juin 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 141,2 milliards de dollars, comparativement à 142,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025, ce qui représente une baisse de 0,9 milliard de dollars, ou 0,6 %. Cette baisse est principalement attribuable aux mandats perdus de 5,3 milliards de dollars, aux contributions nettes négatives de 4,5 milliards de dollars et à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core », laquelle a donné lieu à une réduction des actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Les mandats perdus comprennent un montant de 3,7 milliards de dollars lié aux actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, dont une tranche de 2,7 milliards de dollars pour un mandat du réseau de distribution Intermédiaires financiers aux États-Unis qui, à notre connaissance, a été transféré directement à PineStone. La tranche restante de 1,0 milliard de dollars qui n'a pas été transférée directement à PineStone concerne principalement un mandat du réseau de distribution Marchés institutionnels dans la région EMOA. Compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, les mandats perdus de 1,6 milliard de dollars se rapportaient essentiellement à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels. Les contributions nettes négatives de 2,1 milliards de dollars sont liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions. Compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, les contributions nettes négatives se sont chiffrées à 2,3 milliards de dollars pour l'ensemble des réseaux de distribution et sont principalement liées à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis.

Ces baisses des actifs sous gestion ont été compensées en partie par les nouveaux mandats de 0,9 milliard de dollars et par l'incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères tant pour les stratégies fondées sur les actions que pour les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe. Les nouveaux mandats étaient essentiellement fondés sur des actions au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels pour des clients au Canada.

Marchés privés

Au 30 juin 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se chiffraient à 22,3 milliards de dollars, contre 22,0 milliards de dollars au 31 décembre 2025, ce qui représente une hausse de 0,3 milliard de dollars, ou 1,4 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à l'incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères de 0,5 milliard de dollars, ainsi qu'aux nouveaux mandats de 0,2 milliard de dollars. Les nouveaux mandats proviennent principalement de mandats axés sur l'immobilier et sur l'agriculture pour des clients au Canada. Ces hausses des actifs sous gestion ont été partiellement contrebalancées par des mandats perdus de 0,2 milliard de dollars et des distributions de revenus de 0,1 milliard de dollars.

Les actifs sous gestion consolidés au 30 juin 2026 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 1,9 milliard de dollars, contre 2,0 milliards de dollars au 31 décembre 2025.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par réseau de distribution, par catégorie d'actifs et par région au 30 juin 2026 et au 30 juin 2025, respectivement.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance, iii) des commissions d'engagements et frais de transaction, iv) de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées et v) des autres produits. La Société classe ses produits tirés des honoraires de gestion et des honoraires de performance dans deux plateformes de placement, à savoir celles liées aux plateformes de placement sur les marchés publics ou sur les marchés privés, et trois réseaux de distribution, à savoir Marchés institutionnels, Intermédiaires financiers et Gestion privée. Les produits sont ventilés par région principalement en fonction de l'emplacement des clients. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque réseau de distribution, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Les produits comprennent également les commissions d'engagement et frais de transaction liés aux stratégies de placements sur les marchés privés et la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées dans lesquelles la Société possède des participations. Les autres produits, qui ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région, se composent principalement des frais administratifs, des produits d'intérêts, des produits provenant de fonds, des frais de courtage et des honoraires de consultation dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou des pertes réalisés sur les contrats de change à terme.

Tableaux 13 – Produits trimestriels par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 juin 2026								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	Canada	33 361	12 445	11 191	56 997	21 516	4 493	11 351	37 360	94 357
	États-Unis	10 279	14 879	1 490	26 648	3 029	5	3	3 037	29 685
	EMOA	2 858	7 307	—	10 165	7 275	956	—	8 231	18 396
	Asie	915	1 193	—	2 108	634	—	—	634	2 742
	Total	47 413	35 824	12 681	95 918	32 454	5 454	11 354	49 262	145 180
Honoraires de performance	Canada	76	—	—	76	606	67	936	1 609	1 685
	États-Unis	—	—	—	—	61	3	7	71	71
	EMOA	—	12	—	12	187	9	2	198	210
	Asie	—	—	—	—	56	—	62	118	118
	Total	76	12	—	88	910	79	1 007	1 996	2 084
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	2 162	222	320	2 704	2 704
	États-Unis	—	—	—	—	57	—	—	57	57
	EMOA	—	—	—	—	909	9	—	918	918
	Asie	—	—	—	—	10	—	—	10	10
	Total	—	—	—	—	3 138	231	320	3 689	3 689
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada								—	—
	États-Unis								—	—
	EMOA								166	166
	Asie								—	—
	Total								166	166
Autres produits ²⁾	Total				1 866				1 641	4 020
Total des produits		47 489	35 836	12 681	97 872	36 502	5 764	12 681	56 754	155 139

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 513 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 mars 2026								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	Canada	33 222	12 192	11 097	56 511	21 144	4 293	11 786	37 223	93 734
	États-Unis	10 717	16 230	1 975	28 922	2 946	5	4	2 955	31 877
	EMOA	3 242	7 132	—	10 374	7 372	844	—	8 216	18 590
	Asie	1 126	1 251	—	2 377	586	—	—	586	2 963
	Total	48 307	36 805	13 072	98 184	32 048	5 142	11 790	48 980	147 164
Honoraires de performance	Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	États-Unis	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	EMOA	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Asie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	950	113	153	1 216	1 216
	États-Unis	—	—	—	—	45	—	—	45	45
	EMOA	—	—	—	—	74	9	—	83	83
	Asie	—	—	—	—	3	—	—	3	3
	Total	—	—	—	—	1 072	122	153	1 347	1 347
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada								—	—
	États-Unis								—	—
	EMOA								947	947
	Asie								—	—
	Total								947	947
Autres produits ²⁾	Total				1 914				1 637	3 853
Total des produits		48 307	36 805	13 072	100 098	33 120	5 264	11 943	52 911	153 311

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 302 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 juin 2025								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	Canada	32 373	11 710	12 078	56 161	20 468	4 853	12 751	38 072	94 233
	États-Unis	11 771	15 974	1 883	29 628	2 977	6	—	2 983	32 611
	EMOA	2 834	6 226	—	9 060	6 915	847	—	7 762	16 822
	Asie	2 118	1 446	—	3 564	637	—	—	637	4 201
	Total	49 096	35 356	13 961	98 413	30 997	5 706	12 751	49 454	147 867
Honoraires de performance	Canada	—	—	—	—	1 263	106	1 039	2 408	2 408
	États-Unis	—	—	—	—	—	3	5	8	8
	EMOA	—	—	—	—	9	—	1	10	10
	Asie	—	—	—	—	2	—	63	65	65
	Total	—	—	—	—	1 274	109	1 108	2 491	2 491
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	1 785	204	533	2 522	2 522
	États-Unis	—	—	—	—	42	—	1	43	43
	EMOA	—	—	—	—	150	2 512	—	2 662	2 662
	Asie	—	—	—	—	9	—	10	19	19
	Total	—	—	—	—	1 986	2 716	544	5 246	5 246
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada								—	—
	États-Unis								—	—
	EMOA								2 035	2 035
	Asie								—	—
	Total								2 035	2 035
Autres produits ²⁾	Total				1 599				3 432	5 335
Total des produits		49 096	35 356	13 961	100 012	34 257	8 531	14 403	62 658	162 974

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 304 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 14 – Total des produits par région : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2025
Canada	101 976	97 981	103 805
États-Unis	29 829	31 865	32 675
EMOA	20 307	20 331	21 951
Asie	3 027	3 134	4 543
	155 139	153 311	162 974

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les produits consolidés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont établis à 155,1 millions de dollars, comparativement à 153,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, en hausse de 1,8 million de dollars, ou 1,2 %.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 97,9 millions de dollars, comparativement à 100,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, en baisse de 2,2 millions de dollars, ou 2,2 %. Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 56,8 millions de dollars, comparativement à 52,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, en hausse de 3,9 millions de dollars, ou 7,4 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 145,2 millions de dollars, comparativement à 147,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une baisse de 2,0 millions de dollars, ou 1,4 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 95,9 millions de dollars, comparativement à 98,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une baisse de 2,3 millions de dollars, ou 2,3 %. La baisse est principalement attribuable aux sorties liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis, surtout au sein des réseaux de distribution Intermédiaires financiers et Marchés institutionnels. Les honoraires de gestion provenant des clients au Canada ont augmenté de 0,5 million de dollars grâce à l'augmentation des actifs sous gestion moyens attribuable à l'incidence favorable du marché.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 49,3 millions de dollars, comparativement à 49,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une hausse de 0,3 million de dollars, ou 0,6 %. La hausse est attribuable à l'augmentation des actifs sous gestion moyens déployés dans diverses stratégies.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont établis à 2,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à néant pour le trimestre clos le 31 mars 2026. Pour le trimestre considéré, les honoraires de performance sont principalement liés aux stratégies axées sur le crédit privé et l'infrastructure pour les marchés privés.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 3,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 1,3 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, en hausse de 2,4 millions de dollars, ou 184,6 %. La hausse est principalement imputable à l'augmentation des commissions d'engagement et frais de transaction au sein des stratégies axées sur l'immobilier pour les clients au Canada et dans la région EMOA, ainsi que des stratégies axées sur le crédit privé pour les clients au Canada au cours du trimestre considéré.

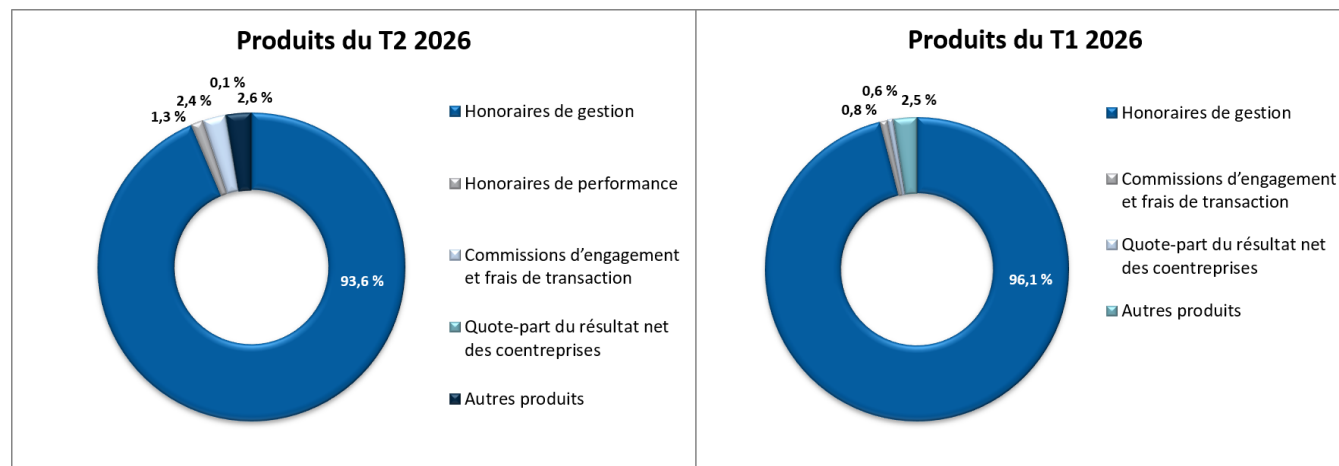
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 0,9 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, en baisse de 0,7 million de dollars, ou 77,8 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont établis à 4,0 millions de dollars, comparativement à 3,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, en hausse de 0,1 million de dollars, ou 2,6 %.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 juin 2026 et le 31 mars 2026, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les produits consolidés se sont chiffrés à 155,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 163,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 7,9 millions de dollars, ou 4,8 %.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 97,9 millions de dollars, comparativement à 100,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 2,1 millions de dollars, ou 2,1 %. Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 56,8 millions de dollars, comparativement à 62,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 5,9 millions de dollars, ou 9,4 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 145,2 millions de dollars, comparativement à 147,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une baisse de 2,7 millions de dollars, ou 1,8 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 95,9 millions de dollars, comparativement à 98,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une baisse de 2,5 millions de dollars, ou 2,5 %. La baisse des honoraires de gestion est principalement attribuable à des sorties liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis et en Asie. Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par l'augmentation des produits liés à des clients au Canada et dans la région EMOA découlant de l'augmentation des actifs sous gestion moyens attribuable à l'incidence favorable du marché.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 49,3 millions de dollars, comparativement à 49,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit un résultat relativement inchangé compte tenu de la baisse de 0,2 million de dollars, ou 0,4 %.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 2,1 millions de dollars, comparativement à 2,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une baisse de 0,4 million de dollars, ou 16,0 %. Cette baisse est attribuable aux marchés privés, principalement à l'égard des honoraires de performance comptabilisés dans les stratégies axées sur l'immobilier au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, facteur partiellement contrebalancé par les honoraires de performance comptabilisés pour le trimestre considéré dans les stratégies axées sur l'infrastructure.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 3,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 5,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 1,5 million de dollars, ou 28,8 %. La baisse est principalement imputable à la diminution des frais de transaction gagnés pour les stratégies axées sur l'immobilier à l'égard des clients dans la région EMOA.

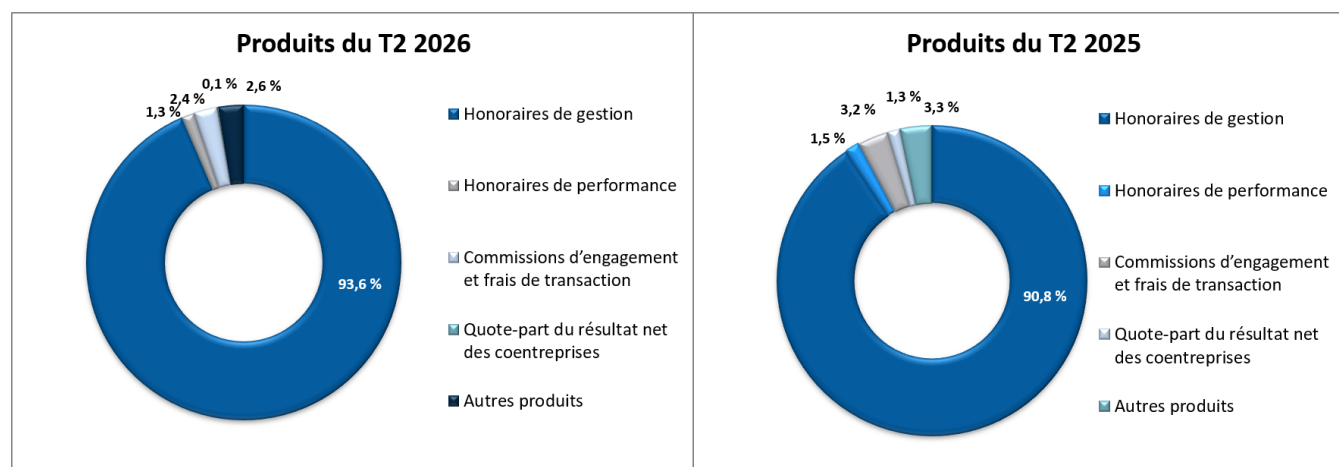
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 2,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 1,8 million de dollars, ou 90,0 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 se sont établis à 4,0 millions de dollars, comparativement à 5,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 1,3 million de dollars, ou 24,5 %. Cette baisse est principalement attribuable au versement anticipé d'honoraires reçu pour les Marchés privés au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 juin 2026 et le 30 juin 2025, respectivement.



Tableaux 15 – Produits depuis le début de l'exercice par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

		POUR LE SEMESTRE CLOS LE								
		30 juin 2026								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	Canada	66 583	24 637	22 288	113 508	42 660	8 786	23 137	74 583	188 091
	États-Unis	20 996	31 109	3 465	55 570	5 975	10	7	5 992	61 562
	EMOA	6 100	14 439	—	20 539	14 647	1 800	—	16 447	36 986
	Asie	2 041	2 444	—	4 485	1 220	—	—	1 220	5 705
	Total	95 720	72 629	25 753	194 102	64 502	10 596	23 144	98 242	292 344
Honoraires de performance	Canada	76	—	—	76	606	67	936	1 609	1 685
	États-Unis	—	—	—	—	61	3	7	71	71
	EMOA	—	12	—	12	187	9	2	198	210
	Asie	—	—	—	—	56	—	62	118	118
	Total	76	12	—	88	910	79	1 007	1 996	2 084
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	3 112	335	473	3 920	3 920
	États-Unis	—	—	—	—	102	—	—	102	102
	EMOA	—	—	—	—	983	18	—	1 001	1 001
	Asie	—	—	—	—	13	—	—	13	13
	Total	—	—	—	—	4 210	353	473	5 036	5 036
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada				—				—	—
	États-Unis				—				—	—
	EMOA				—				1 113	1 113
	Asie				—				—	—
	Total				—				1 113	1 113
Autres produits ²⁾	Total				3 780				3 278	7 873
Total des produits		95 796	72 641	25 753	197 970	69 622	11 028	24 624	109 665	308 450

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 815 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LE SEMESTRE CLOS LE								
		30 juin 2025								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	Canada	66 457	24 587	24 118	115 162	41 007	9 377	26 174	76 558	191 720
	États-Unis	24 105	33 124	3 948	61 177	5 824	11	11	5 846	67 023
	EMOA	6 156	13 190	—	19 346	13 635	1 563	—	15 198	34 544
	Asie	4 504	3 341	—	7 845	1 275	—	2	1 277	9 122
	Total	101 222	74 242	28 066	203 530	61 741	10 951	26 187	98 879	302 409
Honoraires de performance	Canada	—	—	—	—	1 324	112	1 053	2 489	2 489
	États-Unis	—	—	—	—	—	3	5	8	8
	EMOA	—	16	—	16	9	86	1	96	112
	Asie	—	—	—	—	2	—	63	65	65
	Total	—	16	—	16	1 335	201	1 122	2 658	2 674
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	2 405	290	730	3 425	3 425
	États-Unis	—	—	—	—	78	—	1	79	79
	EMOA	—	—	—	—	1 164	2 990	—	4 154	4 154
	Asie	—	—	—	—	16	—	12	28	28
	Total	—	—	—	—	3 663	3 280	743	7 686	7 686
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada				—				—	—
	États-Unis				—				—	—
	EMOA				—				4 630	4 630
	Asie				—				—	—
	Total				—				4 630	4 630
Autres produits ²⁾ Total					3 128				4 960	8 446
Total des produits		101 222	74 258	28 066	206 674	66 739	14 432	28 052	118 813	325 845

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 358 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 16 – Total des produits par région : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

POUR LES SEMESTRES CLOS LES		
	30 juin 2026	30 juin 2025
Canada	199 957	204 853
États-Unis	61 694	67 134
EMOA	40 638	44 341
Asie	6 161	9 517
	308 450	325 845

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Pour le semestre clos le 30 juin 2026, les produits consolidés se sont chiffrés à 308,5 millions de dollars, comparativement à 325,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 17,3 millions de dollars, ou 5,3 %.

Pour le semestre clos le 30 juin 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 198,0 millions de dollars, comparativement à 206,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 8,7 millions de dollars, ou 4,2 %. Pour le semestre clos le 30 juin 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 109,7 millions de dollars, comparativement à 118,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 9,1 millions de dollars, ou 7,7 %.

Honoraires de gestion

Pour le semestre clos le 30 juin 2026, les honoraires de gestion consolidés se sont chiffrés à 292,3 millions de dollars, comparativement à 302,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 10,1 millions de dollars, ou 3,3 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le semestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 194,1 millions de dollars, comparativement à 203,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2025, soit une baisse de 9,4 millions de dollars, ou 4,6 %. La baisse des honoraires de gestion comprend un montant de 5,5 millions de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels et un montant de 1,6 million de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, principalement attribuables aux sorties liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis et en Asie. De plus, il y a eu une diminution de 2,3 millions de dollars au sein du réseau de distribution Gestion privée en raison de contributions nettes négatives principalement liées à des clients au Canada. Compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés par PineStone, les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics ont augmenté grâce à l'augmentation des actifs sous gestion moyens découlant de l'incidence favorable du marché.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le semestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 98,2 millions de dollars, comparativement à 98,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2025, soit une baisse de 0,7 million de dollars, ou 0,7 %. La baisse est principalement attribuable aux solutions diversifiées de marchés privés et aux stratégies de crédit privé et elle a été partiellement contrebalancée par la hausse des honoraires de gestion pour les stratégies axées sur l'immobilier au Royaume-Uni.

Honoraires de performance

Pour le semestre clos le 30 juin 2026, les honoraires de performance consolidés se sont chiffrés à 2,1 millions de dollars, comparativement à 2,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 0,6 million de dollars, ou 22,2 %, attribuable à la baisse des honoraires de performance sur les marchés privés. Cette baisse est principalement attribuable aux honoraires de performance comptabilisés dans les stratégies axées sur l'immobilier au Canada à l'exercice précédent, facteur partiellement contrebalancé par les honoraires de performance comptabilisés pour l'exercice considéré dans les stratégies axées sur l'infrastructure.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Pour le semestre clos le 30 juin 2026, les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont chiffrés à 5,0 millions de dollars, comparativement à 7,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 2,7 millions de dollars, ou 35,1 %. La baisse est principalement imputable à la baisse des frais de transaction gagnés dans les stratégies axées sur l'immobilier à l'égard des clients dans la région EMOA et au Canada, partiellement contrebalancée par la hausse des commissions d'engagement gagnées dans les stratégies axées sur le crédit privé à l'égard des clients au Canada.

Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 1,1 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, contre 4,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 3,5 millions de dollars, ou 76,1 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le semestre clos le 30 juin 2026 se sont chiffrés à 7,9 millions de dollars, comparativement à 8,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 0,5 million de dollars, ou 6,0 %. Cette baisse est principalement attribuable à un versement anticipé d'honoraires reçu pour les Marchés privés au cours de l'exercice précédent, partiellement contrebalancé par la hausse des produits provenant de fonds pour l'exercice considéré.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – CHARGES

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 117,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 114,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une augmentation de 3,5 millions de dollars, ou 3,1 %. La hausse est surtout attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération du personnel, associée principalement au calendrier des charges de rémunération variable, facteur contrebalancé en partie par la baisse des honoraires de sous-conseiller et des honoraires professionnels.

Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 113,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 110,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une augmentation de 2,5 millions de dollars, ou 2,2 %.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 117,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 122,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 4,7 millions de dollars, ou 3,8 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel découlant des initiatives continues en matière d'optimisation des coûts et à la baisse des honoraires de sous-conseiller.

Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 113,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 117,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une diminution de 4,2 millions de dollars, ou 3,6 %.

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 231,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, contre 244,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 12,7 millions de dollars, ou 5,2 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel découlant des initiatives continues en matière d'optimisation des coûts et à la baisse des honoraires de sous-conseiller.

Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 223,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, contre 236,8 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 13,1 millions de dollars, ou 5,5 %.

Amortissements

Tableau 17 – Charge d'amortissement : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 627	8 383	8 714	244	(87)
Amortissement des immobilisations corporelles	747	816	935	(69)	(188)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	1 884	1 979	2 566	(95)	(682)
Total de la charge d'amortissement	11 258	11 178	12 215	80	(957)

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

La charge d'amortissement s'est établie à 11,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 11,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une augmentation de 0,1 million de dollars, ou 0,9 %. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles, partiellement contrebalancée par la diminution de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et de l'amortissement des immobilisations corporelles, qui s'explique principalement par l'amortissement complet d'une partie du matériel de bureau.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

La charge d'amortissement s'est établie à 11,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 12,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 0,9 million de dollars, ou 7,4 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de la modification de certains contrats de location et à la baisse de l'amortissement des immobilisations corporelles, qui s'explique principalement par l'amortissement complet d'une partie du matériel de bureau.

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Tableau 18 – Charge d'amortissement : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES SEMESTRES CLOS LES		VARIATION
	30 juin 2026	30 juin 2025	D'un exercice à l'autre
Amortissement des immobilisations incorporelles	17 010	17 374	(364)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 563	1 873	(310)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	3 863	5 238	(1 375)
Total de la charge d'amortissement	22 436	24 485	(2 049)

La charge d'amortissement s'est établie à 22,4 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, contre 24,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 2,1 millions de dollars, ou 8,6 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de la modification de certains contrats de location. La diminution reflète également la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles ayant trait à des contrats de gestion d'actifs et la baisse de l'amortissement des immobilisations corporelles, qui s'explique principalement par l'amortissement complet d'une partie du matériel de bureau.

Intérêts sur la dette à long terme et les débetures

Tableau 19 – Intérêts sur la dette à long terme et les débetures : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur la dette à long terme	9 143	7 838	9 493	1 305	(350)
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées	(2 012)	(946)	(1 133)	(1 066)	(879)
Intérêts sur les débetures	3 499	3 211	3 697	288	(198)
Total des intérêts sur la dette à long terme et les débetures	10 630	10 103	12 057	527	(1 427)

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures se sont chiffrés à 10,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 10,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une augmentation de 0,5 million de dollars, ou 5,0 %. L'augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des intérêts sur la dette à long terme découlant des hausses de taux d'intérêt et de l'encours moyen de la dette, ainsi que de l'augmentation des intérêts sur les débetures découlant de l'émission d'une débenture hybride à 7,40 % conjointement au rachat de la débenture hybride à 6,0 %. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse de la charge d'intérêts liée aux swaps de taux d'intérêt.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures se sont établis à 10,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 12,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 1,5 million de dollars, ou 12,4 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge d'intérêts liées aux swaps de taux d'intérêt et à la baisse des intérêts sur la dette à long terme découlant des baisses de taux d'intérêt.

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Tableau 20 – Intérêts sur la dette à long terme et les débetures : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES SEMESTRES CLOS LES		VARIATION
	30 juin 2026	30 juin 2025	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur la dette à long terme	16 981	18 454	(1 473)
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées	(2 958)	(1 821)	(1 137)
Intérêts sur les débetures	6 710	6 813	(103)
Total des intérêts sur la dette à long terme et les débetures	20 733	23 446	(2 713)

Les intérêts sur la dette à long terme et les débentures se sont établis à 20,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 23,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 2,7 millions de dollars, ou 11,5 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des intérêts sur la dette à long terme découlant des baisses de taux d'intérêt et de la diminution de la charge d'intérêts liée aux swaps de taux d'intérêt.

Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières

Tableau 21 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur les obligations locatives	559	564	558	(5)	1
Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(408)	175	(2 278)	(583)	1 870
Autres intérêts et charges financières	283	143	980	140	(697)
Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	434	882	(740)	(448)	1 174

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 0,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 0,9 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une baisse de 0,5 million de dollars, ou 55,6 %. Cette baisse est principalement attribuable à la réévaluation favorable, par rapport au trimestre précédent, d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 0,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à un produit de 0,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 1,1 million de dollars. Cette hausse découle principalement de la variation défavorable liée à la réévaluation d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la diminution des autres charges financières, notamment un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars en lien avec le règlement anticipé des débentures hybrides à 8,25 % qui avait été comptabilisé au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Tableau 22 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES SEMESTRES CLOS LES		VARIATION
	30 juin 2026	30 juin 2025	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur les obligations locatives	1 123	1 150	(27)
Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(233)	(2 693)	2 460
Autres intérêts et charges financières	426	1 236	(810)
Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	1 316	(307)	1 623

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 1,3 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, comparativement à un produit de 0,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 1,6 million de dollars. Cette hausse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan comparativement à l'exercice précédent. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la diminution des autres charges financières, notamment un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars en lien avec le règlement anticipé des débentures hybrides à 8,25 % qui avait été comptabilisé à l'exercice précédent.

Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont chiffrés à 5,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 9,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, en baisse de 3,4 millions de dollars, ou 37,4 %. Cette baisse est principalement attribuable à des recouvrements d'assurance de 2,6 millions de dollars comptabilisés au cours du trimestre considéré en lien avec certaines réclamations. De plus, des charges plus élevées avaient été comptabilisées au trimestre précédent à l'égard d'une transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont chiffrés à 5,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 10,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 4,4 millions de dollars, ou 43,6 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des coûts de restructuration liés aux indemnités de départ par rapport à l'exercice précédent, ainsi qu'à la comptabilisation de recouvrements d'assurance de 2,6 millions de dollars au cours du trimestre considéré en lien avec certaines réclamations.

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont chiffrés à 14,8 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, contre 12,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 1,9 million de dollars, ou 14,7 %. La hausse est principalement attribuable à une charge sans effet sur la trésorerie de 1,5 million de dollars comptabilisée à l'exercice considéré à l'égard d'une convention entre actionnaires membres de la direction relativement à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier au cours de l'exercice précédent. De plus, la Société a engagé des charges plus élevées pour l'exercice considéré à l'égard d'une transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire conclue au deuxième trimestre de 2026. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par des recouvrements d'assurance de 2,6 millions de dollars comptabilisés pour l'exercice considéré en lien avec certaines réclamations.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – RÉSULTAT NET

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 3,5 millions de dollars, soit 0,03 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 2,8 millions de dollars, soit 0,03 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une augmentation de 0,7 million de dollars, ou 25,0 %. L'augmentation est attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 1,8 million de dollars des produits, principalement attribuable à la hausse des commissions d'engagement et frais de transaction ainsi que des honoraires de performance comptabilisés sur les marchés privés au cours du trimestre considéré, partiellement contrebalancée par la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics;
- une diminution de 3,4 millions de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts découlant principalement de la comptabilisation de recouvrements d'assurance de 2,6 millions de dollars en lien avec certaines réclamations. De plus, des charges plus élevées avaient été comptabilisées au trimestre précédent à l'égard d'une transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire;
- une diminution de 1,1 million de dollars de la charge d'impôt sur le résultat, principalement en raison du calendrier de comptabilisation de l'impôt différé.

Ces facteurs ayant contribué à l'augmentation du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une augmentation de 3,5 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, surtout attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération du personnel associée principalement au calendrier des charges de rémunération variable, facteur contrebalancé en partie par la baisse des honoraires de sous-conseiller et des honoraires professionnels.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 3,5 millions de dollars, soit 0,03 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 3,8 millions de dollars, soit 0,03 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 0,3 million de dollars, ou 7,9 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Cette diminution est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de 7,9 millions de dollars des produits, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion liés à des mandats pour lesquels PineStone est sous-conseiller, de la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, ainsi que de la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction;
- une augmentation de 1,2 million de dollars au titre de la conversion des monnaies étrangères et des autres charges financières découlant principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan par rapport à l'exercice précédent.

Ces facteurs ayant contribué à la diminution du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une diminution de 4,7 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel attribuable aux initiatives continues en matière d'optimisation des coûts et à la baisse des honoraires de sous-conseiller;
- une diminution de 4,4 millions de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, principalement attribuable à la comptabilisation de recouvrements d'assurance au cours du trimestre considéré en lien avec certaines réclamations et aux coûts liés aux indemnités de départ qui étaient moindres pour la période comparative;
- une diminution de 1,5 million de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débentures en raison principalement des baisses de taux d'intérêt.

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Pour le semestre clos le 30 juin 2026, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 6,4 millions de dollars, soit 0,06 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 25,5 millions de dollars, soit 0,24 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 19,1 millions de dollars, ou 74,9 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Cette diminution est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de 17,3 millions de dollars des produits, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion liés à des mandats pour lesquels PineStone est sous-conseiller, de la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, ainsi que de la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction;
- une augmentation de 1,9 million de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, principalement attribuable à une charge sans effet sur la trésorerie de 1,5 million de dollars liée à une convention entre actionnaires membres de la direction relativement à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier;
- une réévaluation de 12,7 millions de dollars d'un placement lié à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier dont la comptabilisation a lieu à l'exercice précédent;
- une augmentation de 2,7 millions de dollars au titre de la conversion des monnaies étrangères et des autres charges financières ainsi que des variations de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan par rapport à l'exercice précédent.

Ces facteurs ayant contribué à la diminution du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une diminution de 12,7 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel et de la baisse des honoraires de sous-conseiller;
- une diminution de 2,7 millions de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, en raison principalement des baisses de taux d'intérêt. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par l'augmentation de l'encours moyen de la dette.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de la charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et nous n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

Nous définissons le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (le « BAIIA »). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la perte (du profit) sur les placements, de la réévaluation d'un placement lié à une acquisition, des autres charges (produits), et des charges de rémunération fondée sur des actions.

Le **BAIIA ajusté par action (de base)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **BAIIA ajusté par action (dilué)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation au cours de la période. Le BAIIA ajusté par action de base et le BAIIA ajusté par action dilué sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilué calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance de nos activités de base et les tendances du secteur d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus, que nous ne considérons pas comme représentatifs de la performance de nos activités de base courante. La direction utilise également ces mesures clés de la performance pour établir les budgets et les prévisions internes, pour évaluer les programmes de rémunération de la direction, pour lesquels ces mesures constituent des facteurs importants, pour évaluer les acquisitions éventuelles et pour comparer les résultats des activités de base de la période considérée avec ceux des périodes historiques correspondantes et avec la performance des activités de base d'autres sociétés de notre secteur. La Société considère que ses activités de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme la

restructuration et les acquisitions et les autres charges (produits) ne sont pas considérés comme des coûts de base. La charge d'amortissement et les variations de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat connexes sont, de par leur nature, sans effet sur la trésorerie. La charge de rémunération fondée sur des actions est également exclue, puisqu'elle entraîne une volatilité découlant de l'évaluation du cours de l'action de la Société, qu'elle n'est pas directement liée à la performance des activités de base, qu'elle peut être réglée en actions et qu'elle est par conséquent sans effet sur la trésorerie dans certains cas. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Nous définissons la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Le **résultat net ajusté** est le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la charge d'amortissement, de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts après impôt, de la désactualisation après impôt et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la désactualisation de l'intérêt effectif sur les débetures après impôt, de la réévaluation après impôt d'un placement lié à une acquisition, ainsi que des autres charges (produits) après impôt.

Le **résultat net ajusté par action (de base)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **résultat net ajusté par action (dilué)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation au cours de la période. Le résultat net ajusté par action de base et le résultat net ajusté par action dilué sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilué calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance globale de la Société d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Les **flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois** correspondent aux 12 derniers mois de trésorerie disponible aux fins de distribution aux actionnaires ou de réinvestissement. Nous définissons les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois comme étant les entrées ou sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ajustées pour comprendre : la trésorerie versée aux fins du règlement d'obligations au titre du prix d'achat; le produit tiré du billet à ordre; les distributions reçues des coentreprises et entreprises associées (déduction faite des investissements); les dividendes et autres distributions versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres; les paiements de loyers; et les intérêts versés sur la dette à long terme et les débetures. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois excluent les frais liés aux acquisitions et autres coûts et les autres coûts de restructuration. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois sont présentés pour les 12 derniers mois consécutifs, étant donné qu'une mesure calculée en fonction des 12 derniers mois réduit l'incidence de la fluctuation du fonds de roulement en raison du moment où le calcul est effectué au cours de l'exercice. Les **flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois par action** sont calculés comme les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois divisés par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période.

Nous estimons que les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois et les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois sont des mesures utiles, car elles offrent des renseignements additionnels sur la trésorerie disponible que la Société pourrait affecter au remboursement du capital aux actionnaires, au déploiement du capital à des fins de réinvestissement dans l'entreprise ou à une réduction de l'endettement.

La **dette nette** correspond à la valeur comptable de la dette à long terme et des débentures, majorée de la juste valeur des swaps de devises croisées, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, telle qu'elle est présentée dans l'état de la situation financière des états financiers consolidés.

Nous définissons le **ratio de la dette nette** comme étant le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des 12 derniers mois.

La dette nette et le ratio de la dette nette sont couramment utilisés pour évaluer le levier financier. Nous sommes d'avis qu'il s'agit de mesures utiles, car elles permettent de mieux comprendre la capacité de la Société à respecter ses obligations financières courantes.

Les tableaux 28, 29, 30 et 31 présentent un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS et des mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action de la Société.

Tableau 23 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SEMESTRES CLOS LES	
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2025	30 juin 2026	30 juin 2025
Résultat net	5 999	4 736	5 960	10 735	29 862
Charge d'impôt sur le résultat	2 504	3 573	1 799	6 077	5 478
Amortissements	11 258	11 178	12 215	22 436	24 485
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	10 630	10 103	12 057	20 733	23 446
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	434	882	(740)	1 316	(307)
BAIIA	30 825	30 472	31 291	61 297	82 964
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	5 676	9 087	10 112	14 763	12 930
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	53	(290)	(7)	(237)	(939)
Rémunération fondée sur des actions	4 483	3 531	5 022	8 014	7 621
Profit sur les placements, montant net	(179)	(222)	(190)	(401)	(732)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	—	—	(12 730)
Autres charges (produits)	1 184	129	(536)	1 313	(19)
BAIIA ajusté	42 042	42 707	45 692	84 749	89 095
Marge du BAIIA ajusté	27,1 %	27,9 %	28,0 %	27,5 %	27,3 %
Par action (de base)	0,40	0,40	0,42	0,80	0,82
Par action (dilué)	0,38	0,38	0,41	0,76	0,68
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	106 011	106 650	108 068	106 243	108 032
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	111 235	111 581	111 709	111 467	130 091

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, le BAIIA ajusté s'est établi à 42,0 millions de dollars, soit 0,40 \$ par action (de base) et 0,38 \$ par action (dilué), contre 42,7 millions de dollars, soit 0,40 \$ par action (de base) et 0,38 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 31 mars 2026, soit une diminution de 0,7 million de dollars, ou 1,6 %. La diminution du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la hausse de 2,5 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, découlant principalement du calendrier de comptabilisation de la charge de rémunération variable, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des honoraires de sous-conseiller. La diminution du BAIIA ajusté a été en partie compensée par la hausse de 1,8 million de dollars des produits, principalement attribuable à la hausse des commissions d'engagement et frais de transaction ainsi que des honoraires de performance sur les marchés privés comptabilisés au cours du trimestre considéré.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, le BAIIA ajusté s'est établi à 42,0 millions de dollars, soit 0,40 \$ par action (de base) et 0,38 \$ par action (dilué), contre 45,7 millions de dollars, soit 0,42 \$ par action (de base) et 0,41 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 3,7 millions de dollars, ou 8,1 %. La diminution du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la baisse des produits de 7,9 millions de dollars découlant surtout de la diminution des honoraires de gestion liés à des mandats pour lesquels PineStone est sous-conseiller, de la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, ainsi que de la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction. La diminution du BAIIA ajusté a été en partie compensée par la diminution de 4,2 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel et des honoraires de sous-conseiller.

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Pour le semestre clos le 30 juin 2026, le BAIIA ajusté s'est établi à 84,7 millions de dollars, soit 0,80 \$ par action (de base) et 0,76 \$ par action (dilué), contre 89,1 millions de dollars, soit 0,82 \$ par action (de base) et 0,68 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 4,4 millions de dollars, ou 4,9 %. La diminution est attribuable à la baisse des produits de 17,3 millions de dollars découlant surtout de la diminution des honoraires de gestion sur les marchés publics liés à des mandats pour lesquels PineStone est sous-conseiller, de la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, ainsi que de la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction. Cette diminution du BAIIA ajusté a été en grande partie contrebalancée par la baisse de 13,1 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, découlant des initiatives continues en matière d'optimisation des coûts.

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société.

Tableau 24 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SEMESTRES CLOS LES	
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2025	30 juin 2026	30 juin 2025
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	3 521	2 833	3 757	6 354	25 546
Amortissements	11 258	11 178	12 215	22 436	24 485
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	5 676	9 087	10 112	14 763	12 930
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débentures	273	(129)	320	144	(383)
Rémunération fondée sur des actions	4 483	3 531	5 022	8 014	7 621
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	—	—	(12 730)
Autres charges (produits)	1 184	129	(536)	1 313	(19)
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(2 519)	(3 097)	(3 692)	(5 616)	(4 826)
Résultat net ajusté	23 876	23 532	27 198	47 408	52 624
Par action (de base)					
Résultat net	0,03	0,03	0,03	0,06	0,24
Résultat net ajusté	0,23	0,22	0,25	0,45	0,49
Par action (dilué)					
Résultat net	0,03	0,03	0,03	0,06	0,22
Résultat net ajusté	0,21	0,21	0,24	0,43	0,42
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	106 011	106 650	108 068	106 243	108 032
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	111 235	111 581	111 709	111 467	130 091

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2026 s'est établi à 23,9 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action (de base) et 0,21 \$ par action (dilué), comparativement à 23,5 millions de dollars, soit 0,22 \$ par action (de base) et 0,21 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 31 mars 2026, ce qui représente une hausse de 0,4 million de dollars, ou 1,7 %. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des produits de 1,8 million de dollars et à la baisse de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté de 1,7 million de dollars. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par l'augmentation de 2,5 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que par la hausse de 0,5 million de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débentures.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2026 s'est établi à 23,9 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action (de base) et 0,21 \$ par action (dilué), comparativement à un résultat net ajusté de 27,2 millions de dollars, soit 0,25 \$ par action (de base) et 0,24 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 3,3 millions de dollars, ou 12,1 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des produits de 7,9 millions de dollars et à la hausse de 1,1 million de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par la baisse de 4,2 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, la baisse de 1,4 million de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débentures, et la baisse de 0,5 million de dollars de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté.

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Le résultat net ajusté s'est établi à 47,4 millions de dollars, soit 0,45 \$ par action (de base) et 0,43 \$ par action (dilué), pour le semestre clos le 30 juin 2026, comparativement à un résultat net ajusté de 52,6 millions de dollars, soit 0,49 \$ par action (de base) et 0,42 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 5,2 millions de dollars, ou 9,9 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des produits de 17,3 millions de dollars et à la hausse de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté de 1,4 million de dollars. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par la baisse de 13,1 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, et la baisse de 2,5 millions de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débentures.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Risque de liquidité

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs à mesure qu'ils viennent à échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

La Société génère suffisamment de trésorerie à partir de ses activités d'exploitation et, grâce à sa dette à long terme, dispose de financement suffisant pour lui permettre de financer ses activités et d'honorer ses obligations à leur échéance.

Flux de trésorerie

En plus des frais de vente et charges générales et administratives, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Tableau 25 – Sommaire des tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		VARIATION	POUR LES SEMESTRES CLOS LES		VARIATION
	30 juin 2026	30 juin 2025		30 juin 2026	30 juin 2025	
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	36 086	33 647	2 439	70 409	71 305	(896)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	5 752	8 287	(2 535)	(42 384)	(47 352)	4 968
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	41 838	41 934	(96)	28 025	23 953	4 072
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(4 651)	2 248	(6 899)	(5 949)	(4 173)	(1 776)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(56 735)	(57 625)	890	(33 781)	(32 426)	(1 355)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(19 548)	(13 443)	(6 105)	(11 705)	(12 646)	941
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	971	(159)	1 130	674	214	460
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	49 225	36 526	12 699	41 679	35 356	6 323
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	30 648	22 924	7 724	30 648	22 924	7 724
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois ¹⁾	92 867	75 336	17 531	92 867	75 336	17 531

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 57 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 73 à 76.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 41,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 41,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 0,1 million de dollars, ou 0,2 %. Cette diminution est attribuable aux variations du fonds de roulement de 2,5 millions de dollars, principalement en raison du calendrier de recouvrement des débiteurs et de règlement des créditeurs. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement de 2,4 millions de dollars, principalement attribuable à la diminution des charges.

Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 4,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement de 2,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse des entrées de trésorerie de 6,9 millions de dollars. Cette diminution est principalement attribuable à la diminution de 4,6 millions de dollars des distributions reçues des coentreprises et des entreprises associées ainsi qu'à l'augmentation des placements de 1,9 million de dollars.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 56,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 57,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 0,9 million de dollars, ou 1,6 %. La diminution des sorties de trésorerie liées aux activités de financement est principalement attribuable à la baisse de 11,5 millions de dollars des dividendes versés aux actionnaires de la Société, à la baisse de 5,6 millions de dollars des rachats et annulations d'actions dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités et à la baisse de 5,0 millions de dollars des intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par un paiement de 17,5 millions de dollars versé en lien avec une transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire, la hausse de 2,4 millions de dollars des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres et la hausse de 2,1 millions de dollars de l'impôt payé et des rachats d'actions ordinaires liés aux attributions fondées sur des actions.

Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 92,9 millions de dollars, contre 75,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 17,6 millions de dollars, ou 23,4 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la diminution de 7,2 millions de dollars des intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures, à l'augmentation de 7,0 millions de dollars des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation et à la baisse de 4,4 millions de dollars des paiements de loyers.

Comparaison du cumul annuel au 30 juin 2026 et du cumul annuel au 30 juin 2025

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 28,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 24,0 millions de dollars pour l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 4,0 millions de dollars, ou 16,7 %. Cette augmentation des entrées de trésorerie est attribuable aux variations du fonds de roulement de 5,0 millions de dollars, principalement en raison du calendrier de recouvrement des débiteurs et de règlement des créditeurs. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement de 1,1 million de dollars, principalement attribuable à la baisse des produits, elle-même contrebalancée en partie par la diminution des frais de vente et charges générales et administratives.

Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 5,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 4,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 1,7 million de dollars. Cette augmentation des sorties de trésorerie est principalement attribuable à l'augmentation de 3,9 millions de dollars des placements, à l'augmentation de 1,9 million de dollars des participations dans des coentreprises et des entreprises associées et à la diminution de 3,2 millions de dollars des distributions reçues des coentreprises et des entreprises associées. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier pour 7,7 millions de dollars au cours de l'exercice précédent.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont chiffrées à 33,8 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2026, comparativement à 32,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 1,4 million de dollars, ou 4,3 %. L'augmentation est principalement attribuable à un paiement de 17,5 millions de dollars versé en lien avec une transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire et à la diminution nette de 10,9 millions de dollars de la dette à long terme, de l'émission de débentures hybrides et des rachats de débentures par rapport à l'exercice précédent. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par la baisse de 11,5 millions de dollars des dividendes versés aux actionnaires de la Société, la baisse de 6,5 millions de dollars des intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures, la baisse de 4,7 millions de dollars des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres, la baisse de 2,4 millions de dollars des rachats et annulations d'actions dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités de la Société et la baisse de 2,2 millions de dollars des paiements de loyers.

Composantes du total de la dette

Facilité de crédit

Le 20 avril 2022, la Société a conclu la septième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 700,0 millions de dollars (la « facilité ») pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

En décembre 2024, la date d'échéance de la facilité a été reportée du 20 avril 2026 au 20 décembre 2028. Chaque année, il est possible de demander une prorogation de un an de la facilité, mais celle-ci ne peut être prorogée au-delà de quatre ans après la date d'entrée en vigueur de la prorogation. La Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité pouvant aller jusqu'à 200,0 millions de dollars, sous réserve de l'acceptation des prêteurs.

La facilité porte intérêt à taux variable en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée. Les taux d'intérêt sont fondés sur le taux préférentiel canadien, sur le taux composé quotidien ajusté ou taux CORRA à terme, sur le taux de base des États-Unis ou sur le SOFR à terme ajusté qui, dans tous les cas, est majoré d'un écart établi en fonction du ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit.

Au 30 juin 2026, le montant total prélevé sur la facilité se chiffrait à 590,8 millions de dollars (416,4 millions de dollars américains) et avait été prélevé entièrement en dollars américains, dont une tranche de 337,4 millions de dollars américains était couverte au moyen d'un swap de devises croisées. Au 31 décembre 2025, le montant total prélevé sur la facilité se chiffrait à 523,8 millions de dollars, dont une tranche de 519,0 millions de dollars (378,6 millions de dollars américains) prélevée en dollars américains et une tranche de 4,8 millions de dollars prélevée en dollars canadiens. Du montant de 378,6 millions de dollars américains prélevé en dollars américains, une tranche de 298,6 millions de dollars américains était couverte au moyen d'un swap de devises croisées au 31 décembre 2025. Les pertes (profits) sur règlement des swaps de devises croisées ont été contrebalancés par des profits (pertes) équivalents sur la dette à long terme et sont portés en réduction de la dette à long terme dans les tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2026, la Société a prélevé respectivement 1,9 million de dollars et 47,1 millions de dollars (remboursé respectivement 58,1 millions de dollars et 23,0 millions de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2025) sur sa dette à long terme. La Société a comptabilisé un profit net sur règlement de 1,4 million de dollars et une perte nette sur règlement de 2,3 millions de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2026, respectivement (perte nette sur règlement de 15,7 millions de dollars et profit net sur règlement de 1,5 million de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2025, respectivement).

Débenture hybride à 6,0 % rachetée le 1^{er} mai 2026

Le 23 juin 2022, la Société a conclu un placement privé visant une débenture hybride subordonnée non garantie de premier rang échéant le 30 juin 2027, pour un montant en capital de 100,0 millions de dollars (la « débenture hybride à 6,0 % »), émise au pair en faveur du Fonds de solidarité FTQ.

Le 1^{er} mai 2026, la Société a racheté la débenture hybride à 6,0 % émise et en circulation à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, et le dernier versement d'intérêt a été effectué le 1^{er} mai 2026. Un ajustement de réévaluation de 0,2 million de dollars, représentant des charges de financement différées non amorties, a été comptabilisé au titre des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2026.

Débentures hybrides à 7,75 % échéant le 30 juin 2030

Le 3 juin 2025, la Société a émis des débentures hybrides subordonnées non garanties de premier rang échéant le 30 juin 2030 (les « débentures hybrides à 7,75 % ») pour un montant en capital de 70,0 millions de dollars au pair. Les débentures hybrides à 7,75 % portent intérêt à un taux de 7,75 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, le premier versement d'intérêt étant à payer le 31 décembre 2025.

Le 6 juin 2025, la Société a émis des débentures hybrides subordonnées non garanties de premier rang additionnelles pour un montant en capital de 10,0 millions de dollars à la suite de l'exercice de l'option de surallocation.

Débenture hybride à 7,40 % échéant le 30 avril 2031

Le 1^{er} mai 2026, la Société a conclu un placement privé visant une débenture hybride subordonnée non garantie de premier rang de 100 millions de dollars venant à échéance le 30 avril 2031 (la « débenture hybride à 7,40 % ») auprès du Fonds de solidarité FTQ. La débenture hybride à 7,40 % porte intérêt à un taux de 7,40 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, le 30 avril et le 31 octobre de chaque année, à compter du 31 octobre 2026.

Obligations locatives

Les contrats de location de la Société concernent surtout des bureaux. Les contrats de location sont généralement conclus pour des périodes fixes; cependant, ils peuvent comporter des options de prolongation. Les modalités des contrats de location sont négociées individuellement et sont très variées. Les contrats de location n'imposent aucune clause restrictive, mais les actifs au titre de droits d'utilisation ne peuvent servir de garanties aux fins d'emprunt. La diminution du total des obligations locatives est principalement attribuable aux paiements de loyers, déduction faite des intérêts.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de swaps de devises croisées, de swaps de devises et de swaps de taux d'intérêt ainsi que de contrats de change à terme, qui sont présentés à la juste valeur.

En février et en mars 2023, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt de référence sur les emprunts à taux variable prélevés sur la facilité. Pour gérer ce risque, les swaps de taux d'intérêt consistent à échanger le taux composé quotidien ajusté CORRA contre un taux fixe appliqué au notionnel de chaque contrat. Les contrats de swap de taux d'intérêt sont venus à échéance le 26 février 2026. Avant leur échéance, les swaps de taux d'intérêt étaient désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondaient aux exigences de la comptabilité de couverture. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats était comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant du cumul était porté dans une réserve de couverture. Se reporter aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2026 et 2025 pour en savoir davantage sur les couvertures de flux de trésorerie.

Capital social

Tableau 26 – Le tableau qui suit présente le détail des actions ordinaires émises, entièrement réglées et en circulation (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Actions de catégorie A		Actions de catégorie B			Total
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Au 31 décembre 2025	87 210 436	802 167	19 412 401	30 891	106 622 837	833 058
Rachat et annulation d'actions	(691 605)	(6 362)	—	—	(691 605)	(6 362)
Au 30 juin 2026	86 518 831	795 805	19 412 401	30 891	105 931 232	826 696
Au 31 décembre 2024	88 399 954	814 180	19 412 401	30 891	107 812 355	845 071
Émission d'actions						
Unités d'actions liées au rendement, unités d'actions assujetties à des restrictions et unités assorties de droits à la plus-value réglées	296 316	2 046	—	—	296 316	2 046
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes	116 182	677	—	—	116 182	677
Rachat et annulation d'actions	(1 065 968)	(9 805)	—	—	(1 065 968)	(9 805)
Au 30 juin 2025	87 746 484	807 098	19 412 401	30 891	107 158 885	837 989

Rachat et annulation d'actions

Le 8 août 2025, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto avait approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat ») visant le rachat à des fins d'annulation d'un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne (les « actions de catégorie A »), soit environ 4,6 % de ses actions de catégorie A émises et en circulation au 4 août 2025, sur une période de 12 mois débutant le 16 août 2025 et se terminant au plus tard le 15 août 2026. La précédente offre publique de rachat a débuté le 16 août 2024 et a pris fin le 15 août 2025 (la « précédente offre publique de rachat »). En vertu de la précédente offre publique de rachat, la Société était aussi autorisée à racheter à des fins d'annulation un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2026, la Société a racheté et annulé 134 100 actions de catégorie A dans le cadre de l'offre publique de rachat renouvelée de la Société pour une contrepartie totale 0,7 million de dollars. La différence entre la valeur comptable de 1,2 million de dollars des actions rachetées et la contrepartie payée de 0,7 million de dollars a été comptabilisée dans le surplus d'apport. Au cours du semestre clos le 30 juin 2026, la Société a racheté et annulé 691 605 actions de catégorie A dans le cadre de l'offre publique de rachat renouvelée de la Société pour une contrepartie totale 3,9 millions de dollars. La différence entre la valeur comptable de 6,4 millions de dollars des actions rachetées et la contrepartie payée de 3,9 millions de dollars a été comptabilisée dans le surplus d'apport.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2025, la Société a racheté et annulé 1 065 968 actions de catégorie A dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, pour une contrepartie totale de 6,3 millions de dollars. La différence entre la valeur comptable de 9,8 millions de dollars des actions rachetées et la contrepartie payée de 6,3 millions de dollars a été comptabilisée dans le surplus d'apport.

Dividendes

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2026, la Société a déclaré des dividendes totalisant 11,5 millions de dollars (0,108 \$ par action) et 22,9 millions de dollars (0,216 \$ par action au total), respectivement, sur les actions de catégorie A et les actions de catégorie B avec droit de vote spécial (les « actions de catégorie B »). Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2025, la Société a déclaré des dividendes totalisant 11,7 millions de dollars (0,108 \$ par action) et 35,0 millions de dollars (0,324 \$ par action au total), respectivement, sur les actions de catégorie A et les actions de catégorie B.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2026, 134 649 actions de catégorie A ont été rachetées sur le marché libre pour un montant de 0,7 million de dollars en vue de régler les dividendes aux termes du régime de réinvestissement des dividendes. Au cours du semestre clos le 30 juin 2025, 61 532 actions de catégorie A ont été rachetées sur le marché libre pour un montant de 0,4 million de dollars en vue de régler les dividendes aux termes du régime de réinvestissement des dividendes. De plus, 116 182 actions de catégorie A ont été émises lors d'un réinvestissement des dividendes de 0,7 million de dollars aux termes du régime de réinvestissement des dividendes. Ces nouvelles actions ont été émises sur le capital moyennant un escompte de néant.

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débentures hybrides, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. La Société est tenue de maintenir un fonds de roulement minimal, calculé conformément au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, sur une base non consolidée. Au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025, elle se conformait à ces exigences. La Société se conformait également aux clauses restrictives liées à l'endettement auxquelles elle était assujettie aux termes de la facilité.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, racheter et annuler des actions aux termes de l'offre publique de rachat, procéder à l'émission ou au remboursement de titres de créance, ou émettre des actions pour satisfaire aux obligations de paiement au titre des débentures hybrides à 7,75 % et des débentures hybrides à 7,40 %.

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2026, la Société n'avait aucune obligation contractuelle significative autre que celles décrites à la rubrique « Obligations contractuelles » de son rapport de gestion annuel de 2025. Se reporter à la rubrique « Composantes du total de la dette » à la page 66 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

Passifs éventuels et provisions pour réclamations

Dans le cours normal de ses activités, la Société est assujettie à des réclamations et est impliquée dans des poursuites ainsi que des enquêtes d'ordre juridique, réglementaire et fiscal. Comme il existe un certain nombre d'incertitudes concernant ces sujets, individuellement ou collectivement, il est actuellement impossible d'en prévoir l'issue définitive avec certitude. Compte tenu de l'information dont elle dispose actuellement, la direction estime que la défense ou la résolution de ces sujets, pris individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société. La direction évalue régulièrement si les charges à payer ou les provisions constituées à l'égard de ces sujets sont adéquates. La Société souscrit des polices d'assurance susceptibles de fournir une protection contre ces réclamations. Au 30 juin 2026, le total du passif relatif à ces sujets s'élevait à 10,3 millions de dollars (31 décembre 2025 – 9,8 millions de dollars).

Sommaire des résultats trimestriels

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net et le résultat net ajusté de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres clos de la Société, ainsi que pour la période correspondant aux 12 derniers mois close le 30 juin 2026.

Tableau 27 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et sauf les données par action)

	12 derniers mois ¹⁾	T2 30 juin 2026	T1 31 mars 2026	T4 31 déc. 2025	T3 30 sept. 2025	T2 30 juin 2025	T1 31 mars 2025	T4 31 déc. 2024	T3 30 sept. 2024
ASG ²⁾	163 672	163 492	160 165	164 080	166 949	160 474	161 594	167 111	165 471
Total des produits	655 602	155 139	153 311	180 062	167 090	162 974	162 871	184 011	171 711
BAIIA ajusté ³⁾	189 746	42 042	42 707	54 672	50 325	45 692	43 403	53 400	51 685
Marge du BAIIA ajusté ³⁾	28,9 %	27,1 %	27,9 %	30,4 %	30,1 %	28,0 %	26,6 %	29,0 %	30,1 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	19 855	3 521	2 833	7 667	5 834	3 757	21 789	(192)	12 639
Résultat net ajusté ³⁾	102 334	23 876	23 532	29 892	25 034	27 198	25 426	22 849	28 909
PAR ACTION – DE BASE									
BAIIA ajusté ³⁾	1,78	0,40	0,40	0,51	0,47	0,42	0,40	0,50	0,48
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,18	0,03	0,03	0,07	0,05	0,03	0,20	—	0,12
Résultat net ajusté ³⁾	0,96	0,23	0,22	0,28	0,23	0,25	0,24	0,21	0,27
PAR ACTION – DILUÉ									
BAIIA ajusté ³⁾	1,64	0,38	0,38	0,43	0,45	0,41	0,31	0,50	0,42
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,18	0,03	0,03	0,07	0,05	0,03	0,17	—	0,11
Résultat net ajusté ³⁾	0,89	0,21	0,21	0,24	0,23	0,24	0,20	0,21	0,25

¹⁾ Certains sous-totaux peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture pour les quatre derniers trimestres.

³⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 57 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 73 à 76.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, de la marge du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 28 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T2 2026	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024
Résultat net	5 999	4 736	11 730	9 965	5 960	23 902	2 858	16 060
Charge d'impôt sur le résultat	2 504	3 573	6 291	5 395	1 799	3 679	4 733	6 444
Amortissements	11 258	11 178	10 803	12 307	12 215	12 270	11 921	11 736
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	10 630	10 103	12 075	12 519	12 057	11 389	12 036	11 733
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	434	882	512	1 809	(740)	433	7 596	389
BAIIA	30 825	30 472	41 411	41 995	31 291	51 673	39 144	46 362
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	5 676	9 087	8 790	3 405	10 112	2 818	3 816	1 422
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	53	(290)	(107)	(377)	(7)	(932)	320	(238)
Rémunération fondée sur des actions	4 483	3 531	5 170	5 746	5 022	2 599	9 522	3 357
Perte (profit) sur les placements, montant net	(179)	(222)	(680)	(203)	(190)	(542)	(115)	(448)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	—	—	—	(12 730)	—	—
Autres charges (produits)	1 184	129	88	(241)	(536)	517	713	1 230
BAIIA ajusté	42 042	42 707	54 672	50 325	45 692	43 403	53 400	51 685
Produits	155 139	153 311	180 062	167 090	162 974	162 871	184 011	171 711
Marge du BAIIA ajusté	27,1 %	27,9 %	30,4 %	30,1 %	28,0 %	26,6 %	29,0 %	30,1 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,40	0,40	0,51	0,47	0,42	0,40	0,50	0,48
Dilué	0,38	0,38	0,43	0,45	0,41	0,31	0,50	0,42

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 29 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T2 2026	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	3 521	2 833	7 667	5 834	3 757	21 789	(192)	12 639
Amortissements	11 258	11 178	10 803	12 307	12 215	12 270	11 921	11 736
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	5 676	9 087	8 790	3 405	10 112	2 818	3 816	1 422
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débetures	273	(129)	403	30	320	(703)	599	(20)
Rémunération fondée sur des actions	4 483	3 531	5 170	5 746	5 022	2 599	9 522	3 357
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	—	—	—	(12 730)	—	—
Autres charges (produits)	1 184	129	88	(241)	(536)	517	713	1 230
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(2 519)	(3 097)	(3 029)	(2 047)	(3 692)	(1 134)	(3 530)	(1 455)
Résultat net ajusté	23 876	23 532	29 892	25 034	27 198	25 426	22 849	28 909
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,03	0,03	0,07	0,05	0,03	0,20	—	0,12
Résultat net ajusté	0,23	0,22	0,28	0,23	0,25	0,24	0,21	0,27
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,03	0,03	0,07	0,05	0,03	0,17	—	0,11
Résultat net ajusté	0,21	0,21	0,24	0,23	0,24	0,20	0,21	0,25

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 30 – Rapprochement des flux de trésorerie disponibles (en milliers de dollars)

	T2 2026	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	36 086	34 323	49 126	45 533	33 647	37 658	47 487	48 589
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	5 752	(48 136)	(2 487)	17 462	8 287	(55 639)	4 464	6 187
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	41 838	(13 813)	46 639	62 995	41 934	(17 981)	51 951	54 776
Règlement d'obligations au titre du prix d'achat	—	—	—	—	—	—	(937)	—
Produit tiré du billet à ordre	1 285	1 281	1 348	1 395	1 406	1 509	1 538	1 502
Distributions reçues des coentreprises et entreprises associées, déduction faite des investissements	(1 140)	705	2 682	321	4 061	531	(321)	925
Dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres	(3 649)	(1 933)	(6 284)	—	(1 191)	(9 110)	—	—
Paievements de loyers	(2 965)	(2 567)	(2 607)	(3 900)	(3 851)	(3 913)	(3 862)	(4 727)
Intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures	(9 189)	(10 302)	(13 313)	(7 769)	(14 213)	(11 814)	(10 519)	(11 244)
Autres coûts de restructuration	2 631	2 448	4 787	928	2 329	1 873	3 333	1 015
Frais liés aux acquisitions et autres coûts ¹⁾	(1 051)	2 066	—	—	27	129	180	—
Flux de trésorerie disponibles	27 760	(22 115)	33 252	53 970	30 502	(38 776)	41 363	42 247
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois	92 867	95 609	78 948	87 059	75 336	86 674	87 417	95 215

¹⁾ Exclut les charges liées aux acquisitions sans effet sur la trésorerie résultant d'un regroupement d'entreprises (se reporter à la note 5 des états financiers consolidés).

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 31 – Rapprochement de la dette nette et du ratio de la dette nette (en milliers de dollars)

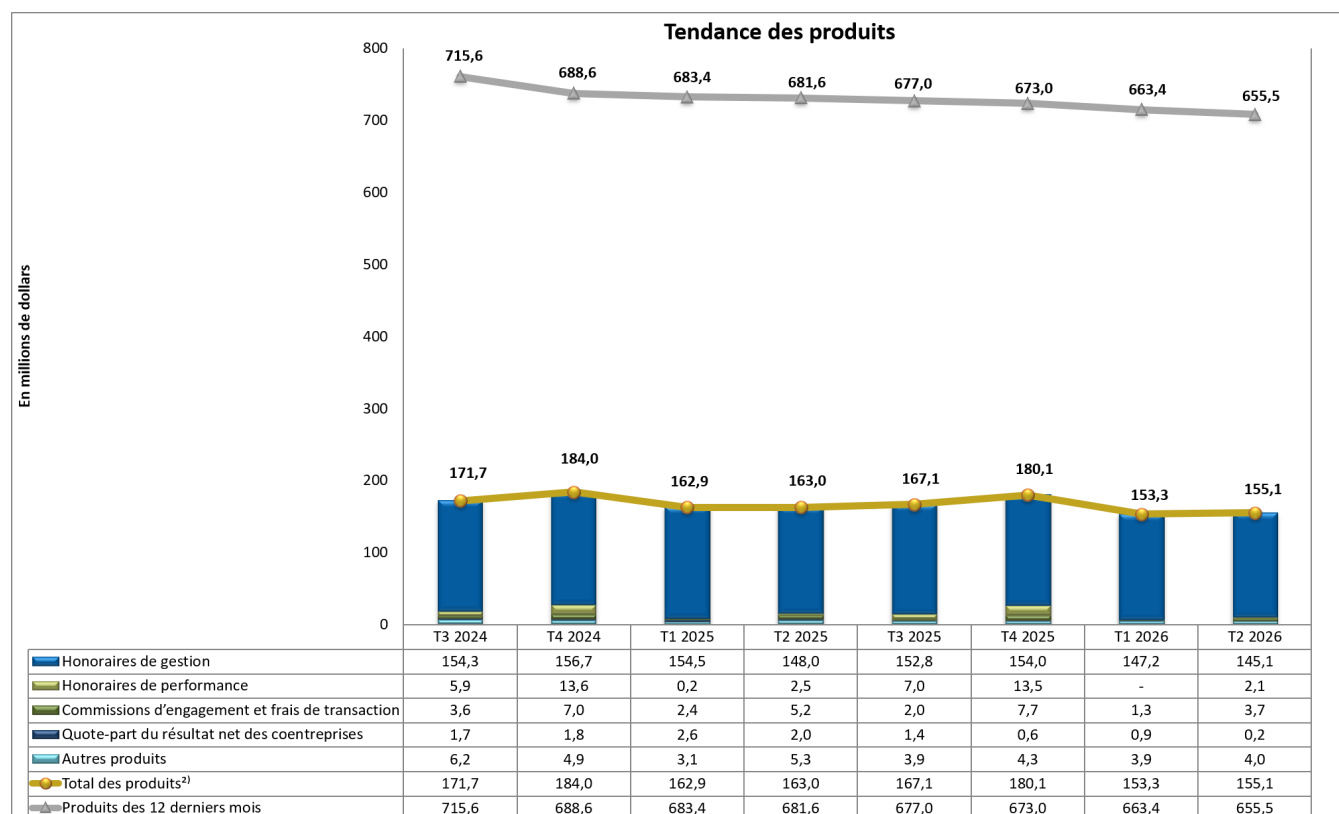
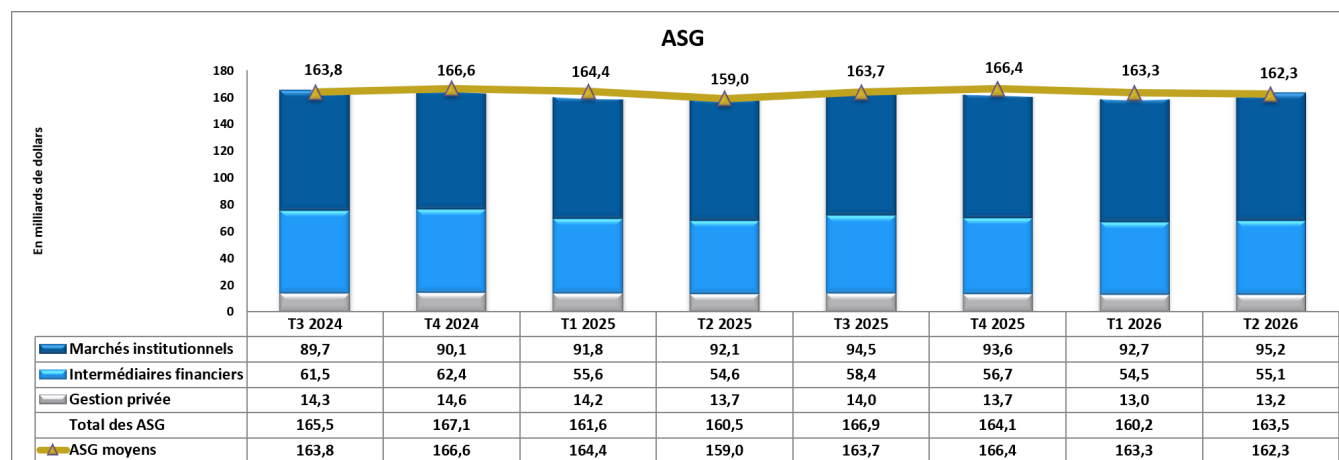
	T2 2026	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024
Dette à long terme	589 605	578 183	522 423	469 204	488 667	577 158	534 447	520 607
Débentures	176 078	176 605	176 443	243 172	242 763	165 168	164 939	164 660
Juste valeur des swaps de devises croisées ¹⁾	(11 690)	(5 532)	6 633	(788)	3 622	(2 859)	(12 732)	(462)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(30 648)	(49 225)	(41 679)	(31 844)	(22 924)	(36 526)	(35 356)	(29 904)
Dette nette	723 345	700 031	663 820	679 744	712 128	702 941	651 298	654 901
BALIA ajusté des 12 derniers mois	189 746	193 396	194 092	192 820	194 180	193 772	195 764	219 985
Ratio de la dette nette	3,81	3,62	3,42	3,53	3,67	3,63	3,33	2,98

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Instruments financiers » des notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Sommaire des résultats trimestriels

Tendances des ASG, des produits, du résultat net et des flux de trésorerie

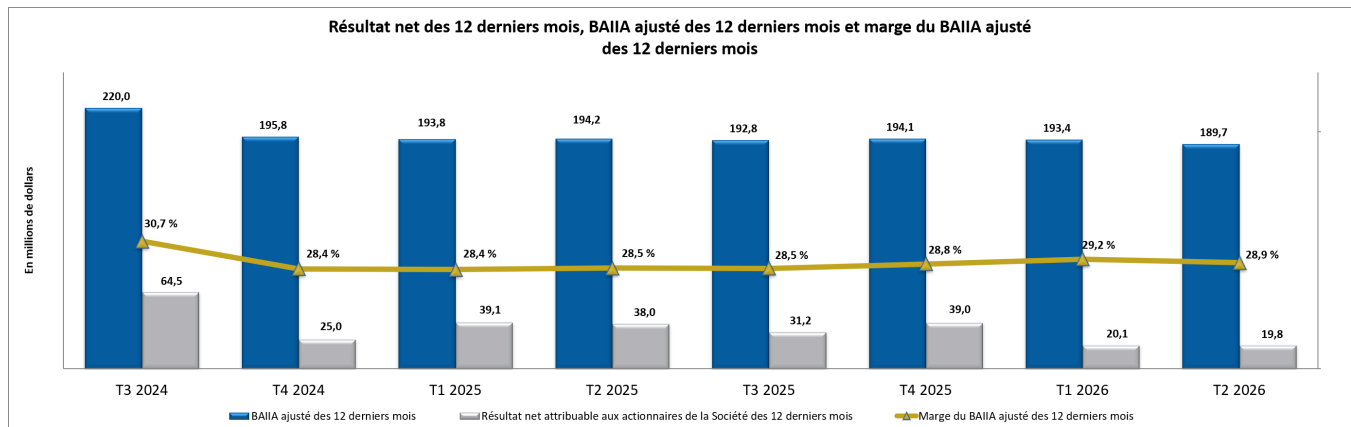
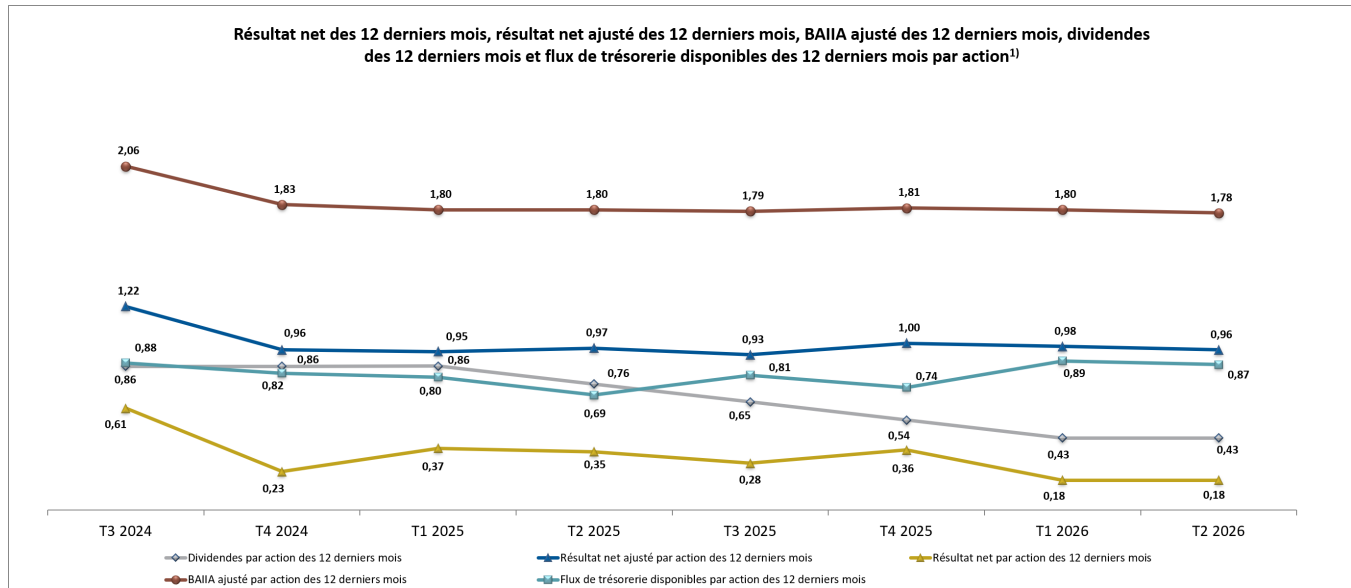
Les diagrammes qui suivent illustrent les tendances en ce qui concerne les ASG, les produits trimestriels, les produits des 12 derniers mois, le résultat net par action des 12 derniers mois, le résultat ajusté par action des 12 derniers mois¹⁾, le BAIIA ajusté par action des 12 derniers mois¹⁾, le dividende par action des 12 derniers mois, les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois¹⁾, le résultat net des 12 derniers mois, le BAIIA ajusté des 12 derniers mois¹⁾ ainsi que la marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois¹⁾. Les diagrammes illustrent aussi les tendances en ce qui concerne les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois¹⁾ et les dividendes versés des 12 derniers mois, ainsi que le ratio de la dette nette¹⁾ et le ratio de la dette à long terme de la Société.



¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 57 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 73 à 76.

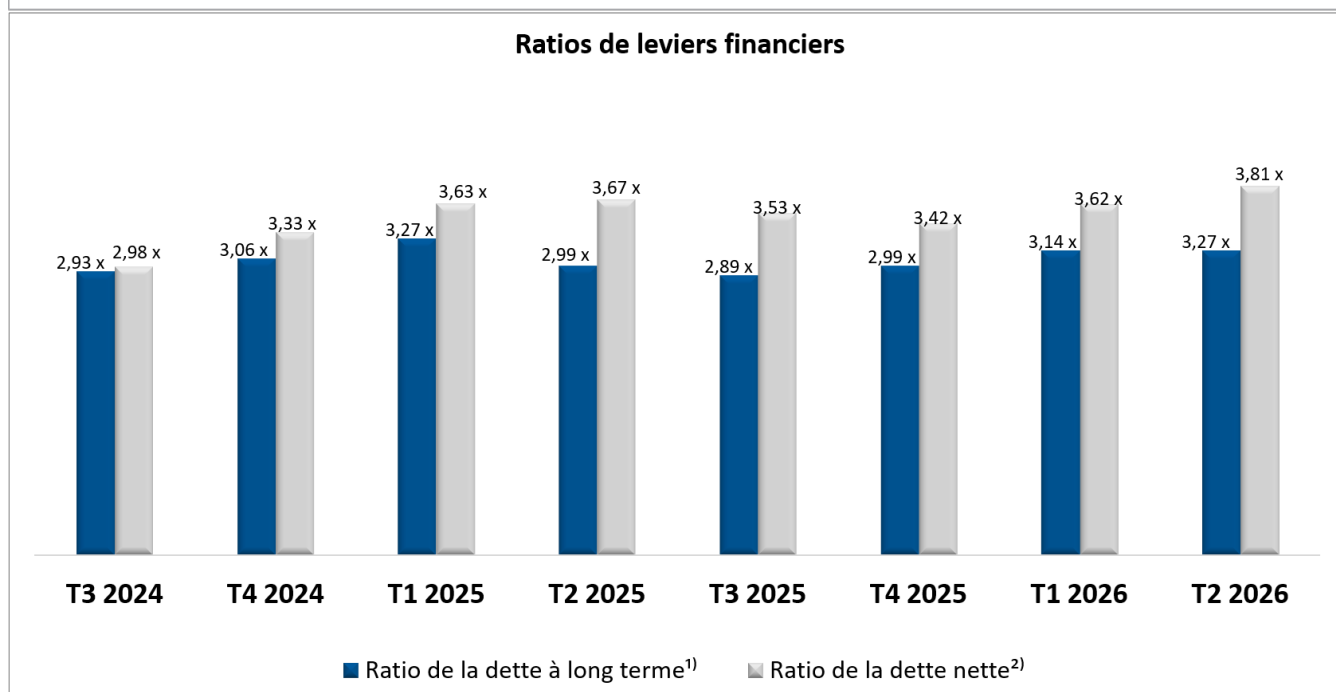
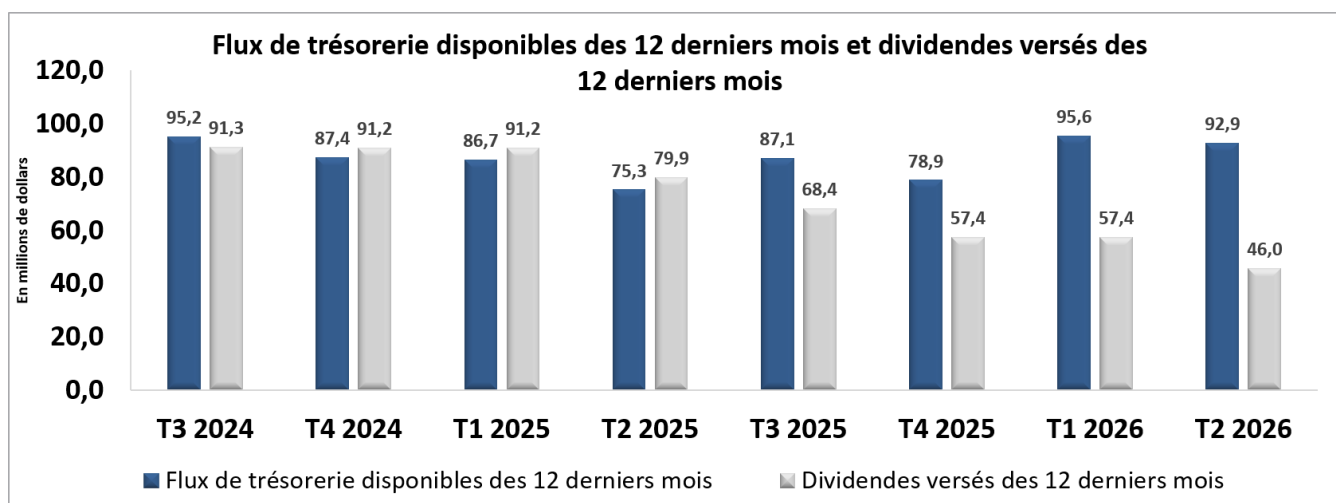
²⁾ Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Sommaire des résultats trimestriels



¹⁾ Les montants par action des 12 derniers mois du T4 2025 et du T4 2024 sont fondés sur le nombre moyen pondéré annuel d'actions en circulation.

Sommaire des résultats trimestriels



¹⁾ Représente le montant brut de la dette à long terme et des autres obligations, déduction faite de la trésorerie, divisé par le BAIIA des 12 derniers mois calculé conformément à l'entente de crédit.

²⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 57 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 73 à 76.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Déclaration de dividendes

Le 6 août 2026, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,108 \$ par action de catégorie A et par action de catégorie B, payable le 17 septembre 2026 aux actionnaires inscrits aux registres à la fermeture des bureaux le 20 août 2026. Le dividende est un dividende admissible aux fins de l'impôt sur le revenu.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 7 août 2026, parallèlement au dépôt des présents états financiers, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto (la « TSX ») avait approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat visant le rachat à des fins d'annulation d'un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A, soit environ 4,6 % de ses 86 518 831 actions de catégorie A émises et en circulation au 3 août 2026, sur une période de 12 mois débutant le 16 août 2026 et se terminant au plus tard le 15 août 2027 (l'« offre publique de rachat renouvelée »).

En vertu de l'offre publique de rachat qui expirera le 15 août 2026, aux termes de laquelle la Société est autorisée à racheter un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A, Fiera Capital a racheté et annulé 691 605 actions à un prix d'achat moyen pondéré par titre de 5,63 \$, pour une contrepartie totale de 3,9 millions de dollars. Les rachats ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX et de systèmes de négociation parallèles canadiens.

Les rachats réalisés dans le cadre de l'offre publique de rachat renouvelée seront faits sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX et par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles canadiens, de même que hors de la TSX, conformément aux dispenses prévues en vertu des lois en matière de valeurs mobilières applicables et aux dispenses accordées par des autorités de réglementation en valeurs mobilières. Le prix que paiera la Société pour les actions de catégorie A dans le cadre de l'offre publique de rachat renouvelée correspondra au cours du marché de ces actions au moment de l'acquisition, conformément aux exigences du marché sur lequel l'opération est effectuée et aux lois sur les valeurs mobilières applicables, à l'exception des rachats effectués hors de la TSX conformément à des dispenses prévues par des lois sur les valeurs mobilières applicables ou des dispenses accordées par des autorités de réglementation en valeurs mobilières, rachats qui pourront alors se faire à escompte par rapport au cours du marché en vigueur.

Le conseil d'administration de la Société est d'avis que le rachat d'actions de catégorie A, que la Société peut exécuter à l'occasion dans le cadre de l'offre publique de rachat renouvelée, représente un investissement responsable et que l'offre publique de rachat renouvelée permettra à la Société d'avoir la souplesse nécessaire pour racheter, quand elle le jugera opportun, des actions de catégorie A. Pour obtenir gratuitement un exemplaire de l'avis d'intention relatif à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités déposé auprès de la TSX, les porteurs de titres peuvent adresser une demande par écrit au secrétaire général, Corporation Fiera Capital, 1981, avenue McGill College, bureau 1500, Montréal (Québec) H3A 0H5.

Le volume moyen des opérations quotidiennes sur les actions de catégorie A au cours des six derniers mois civils complets a été de 291 053 actions de catégorie A. Par conséquent, aux termes des règles et politiques de la TSX, Fiera Capital a le droit de racheter lors des jours de bourse de la TSX jusqu'à 72 763 actions de catégorie A. Fiera Capital peut également racheter, une fois par semaine et en sus de la limite quotidienne susmentionnée de 25 % du volume moyen des opérations quotidiennes, des blocs d'actions de catégorie A qui ne sont pas détenus par des initiés, conformément aux règles et politiques de la TSX.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président mondial et chef de la direction ainsi que le directeur exécutif, chef de la direction financière mondiale et chef de la stratégie corporative, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquats, selon la définition que donne à ces termes le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative est enregistrée et présentée à la direction en temps opportun de sorte que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même les systèmes réputés efficaces peuvent fournir seulement une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} avril 2026 et clos le 30 juin 2026, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

Corporation Fiera Capital est une société de gestion de placement mondiale qui compte des filiales dans différents territoires (collectivement, dans la présente rubrique, « Fiera Capital »). Les renseignements et opinions exprimés dans le présent document sont fournis à titre indicatif seulement. Ils peuvent être modifiés et ils ne doivent pas servir de fondement à une décision de placement ou de vente. Même s'ils ne sont pas exhaustifs, les présents renseignements importants au sujet de Fiera Capital et de ses services doivent être lus et compris conjointement avec tout le contenu accessible sur les sites Web de Fiera Capital.

Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Tous les placements présentent un risque de perte, et rien ne garantit que les avantages exposés ici seront réalisés. Sauf indication contraire, les évaluations et les rendements sont calculés et libellés en dollars canadiens.

Les renseignements qui se trouvent dans le présent document ne constituent pas des conseils en placement, et l'investisseur ne doit pas s'y fier pour prendre des décisions de placement. Ils ne doivent pas non plus être considérés comme une sollicitation d'achat ou une offre de vente de titres ou d'autres instruments financiers. Le présent document ne tient pas compte des objectifs et stratégies de placement d'un investisseur en particulier, de sa situation fiscale ni de son horizon de placement. Aucune déclaration n'est faite et aucune garantie n'est donnée à l'égard de l'exactitude de ces renseignements, et aucune responsabilité n'est assumée quant aux décisions fondées sur ceux-ci. Toutes les opinions exprimées dans les présentes sont le fruit de jugements portés à la date de leur publication et peuvent changer. Bien que les faits et données contenus dans le présent document proviennent de sources que Fiera Capital estime fiables, nous n'en garantissons pas l'exactitude, et ces renseignements peuvent être incomplets ou résumés. Nous nous dégageons de toute responsabilité, quelle qu'en soit la nature, à l'égard de toute perte et de tout dommage directs, indirects ou consécutifs qui pourraient résulter de l'utilisation de l'information contenue dans ce document. Les tableaux, les graphiques et les descriptions de l'historique ou du rendement d'un placement ou d'un marché contenus dans le présent document ne constituent aucunement une déclaration indiquant que cet historique ou ce rendement se poursuivra ou que le scénario ou le rendement d'un placement sera similaire à celui qui figure dans les tableaux, graphiques ou descriptions.

Les tableaux et graphiques contenus dans le présent document sont fournis à titre illustratif seulement et ils n'ont pas pour but d'aider le lecteur à déterminer quels titres acheter ou vendre ou à quel moment acheter ou vendre des titres. Tout placement décrit dans le présent document y figure à titre d'exemple seulement et il ne constitue pas une déclaration que le même scénario de placement ou un scénario de placement similaire se reproduira dans un avenir rapproché ou qu'un placement futur sera aussi rentable que l'exemple ou qu'il n'entraînera pas de perte. Tous les rendements sont purement historiques, ils ne constituent pas une indication des performances futures et ils sont sujets à ajustement.

Chaque entité membre du groupe de sociétés Fiera Capital ne fournit des services de conseils en placement ou n'offre des fonds de placement que dans les territoires où cette entité est inscrite et où elle est autorisée à fournir ces services ou le produit pertinent en vertu d'une dispense d'inscription. Par conséquent, certains produits, services et renseignements connexes décrits dans le présent document pourraient ne pas être offerts aux résidents de certains territoires. Veuillez consulter les renseignements sur les produits ou les services en question pour en savoir plus sur les exigences légales (y compris les restrictions de placement) applicables à votre territoire. Pour des précisions sur l'inscription de tout membre du groupe de Fiera Capital ou sur la dispense d'inscription à laquelle il se fie, veuillez consulter le <https://www.fieracapital.com/fr/inscriptions-et-autorites>.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Corporation Fiera Capital ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

